

semaine 11

Allemagne.....	2
<i>Germany – Solidarity with Athens Squats – Pig Patrol attacked in Rigaer Street.....</i>	2
<i>[Hambourg, Allemagne] Feu et flamme pour la police.....</i>	3
<i>[Leipzig, Allemagne] Double attaque incendiaire contre la gentrification.....</i>	4
Bielorussie.....	5
<i>Belarus: Dozens of anarchists arrested in Minsk after anti-government protests.....</i>	5
Brésil.....	6
<i>[Brésil] Grèves, blocages et saccage du ministère de l'économie contre la nouvelle réforme des retraites – Mercredi 15 mars 2017.</i>	6
Canada.....	7
<i>March 15th in Montreal: Police Attacked, Kettle Broken.....</i>	7
<i>[Montréal, Québec] Vandalisme contre la gentrification à St-Henri.....</i>	9
Chili.....	10
<i>In March and all year round: memory, solidarity and anarchic agitation against power (Chile)</i>	10
Espagne.....	11
<i>Saragosse, État Espagnol : Communiqué d'action pendant la grève étudiante du 09/03.....</i>	12
France.....	12
<i>Saint-Méixant (Gironde) : La mairie taguée.....</i>	12
<i>Radonvilliers (Aube) : Que d'la haine pour le maire et son adjoint !.....</i>	12
<i>Solliès-villa (Var) : Plusieurs miradors de chasse vandalisés.....</i>	13
<i>Marseille : Au Camas, il n'y a pas que les murs qui s'expriment contre les flics et les élections</i>	13
<i>Bressuire (Deux-Sèvres) : Petite surprise pour « Les Républicains » en meeting au théâtre</i>	14
<i>Guillestre (Hautes-Alpes) : Des bisous plein de rage.....</i>	14
<i>Fleury-Mérogis : Retour sur le rassemblement devant la prison, le samedi 11 mars 2017.....</i>	15
<i>Grenoble : Journal intime d'un sauvage.....</i>	16
<i>Responsibility Claim attack by N.A.W.P.I never-again-without-pepperspray-incorporation.....</i>	17
<i>Sale fin de semaine pour JC-Decaux.....</i>	18
<i>Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) : Tape sur la fasciste !.....</i>	18
<i>Alençon (Orne) : La permanence du FN incendiée.....</i>	18
<i>Pontivy (Morbihan) : Abstention révolutionnaire !.....</i>	19
<i>Arras (Pas-de-Calais) : Les gendarmes et les flics dans le viseur !.....</i>	20
<i>Soirée de solidarité avec Damien Camélio.....</i>	21
<i>En "sioutien".....</i>	22
<i>Tract pour la libération d'Antonin et l'arrêt des poursuites contre Angel et ses camarades.....</i>	22
<i>Solidarity with Théo! Cops, outside of our lives! – France.....</i>	25
<i>Communiqué de Defcol à propos des convocations dans l'affaire de la voiture brûlée.....</i>	26
<i>Pour un black bloc qui n'a plus rien à prouver.....</i>	27
<i>Des interdictions de manifester le 19 mars.....</i>	28
<i>18 mois ferme pour Yacouba Traoré, 15 mois ferme pour Dooom's.....</i>	28
<i>Pour une marche sans petits-maîtres.....</i>	30

<i>Notre radicalité ne s'incarne pas forcément toujours dans un brise-vitres.....</i>	30
<i>Black bloc : pour la diversité des tactiques.....</i>	32
<i>Sur le reportage "nous sommes tous des casseurs".....</i>	34
<i>Letter bomb explodes inside IMF offices in Paris, another 8 devices suspected in the post (France, Greece).....</i>	38
Grèce.....	38
<i>Greece: Responsibility claim for arson attacks against the homes of cops Ethimis Ethimiadis and Ilias Hajis.....</i>	38
<i>Athens, Greece – Demo Against Evictions Of Squats Attacked By Cops.....</i>	39
<i>Conspiracy of Cells of Fire – Nemesis Project – Act 2.....</i>	41
Italie.....	41
<i>Italy – Anarchist comrades Anna, and valentina arrested following operation Scripta Manent, was transferred to Rebibbia prison.....</i>	41
<i>Genoa, Italy –Ladisa Ltd. vehicles set on fire against raids and in solidarity with the anarchist comrades imprisoned in AS2 units.....</i>	42
Suisse.....	42
<i>Swiss: eco-anarchist Marco Camenisch free! (10/03/2017).....</i>	42
<i>Libération de Marco Camenisch !.....</i>	42
Uruguay.....	42
<i>Montevideo, Uruguay : Attaque incendiaire au parking de l'entreprise Multicar.....</i>	42
USA.....	43
<i>Bloomington, Indiana: Sabotage in memory of Lambros Foundas (USA).....</i>	43
<i>Los Angeles, CA: Eco-activists Vandalize Trump Golf Course.....</i>	43
<i>Cameras Everywhere, Safety Nowhere: Why Police Body Cameras Won't Make Us Safer.....</i>	44
<i>Bureau of Land Management Auction Disrupted.....</i>	46

Allemagne

Germany – Solidarity with Athens Squats – Pig Patrol attacked in Rigaer Street



In the evening of March 15, [International Day against Police Violence](#), we attacked a prowling Riot Police van in the „dangerzone“ (label used by authorities for this Friedrichshain area) of Rigaer Street with many stones.

This was to send a small message of solidarity to the evicted [squats in Athens, Villa Zografou and Alkiviadou Squat](#).

After the attack we left this area and learned from scum media, that a police helicopter came to Friedrichshain in order to find us and that this helicopter was attacked with laserpointer, what resulted in the arrest of three people.

Police started the war in our areas long ago, we must face this aggression. The execution of Hussam Fadel Hossein, Iraqi refugee, in the refugee camp of Kruppstraße in Berlin, on September 27. last year by police officers is one of many connections to the evicted Alkiviado Squat, that resulted in the arrest of many refugees.

And the eviction of Villa Zografou is the connection to the struggle of house projects in Friedrichshain against daily police aggression. anarchy and attack

[Hambourg, Allemagne] Feu et flamme pour la police

A Hambourg, on dit bye-bye – même aux bagnoles de flics.

Le 17 mars, nous avons incendié deux véhicules de police à Hambourg. Tout près du domicile du maire Olaf Scholz, dans la ‘Schmarjestraße’, un véhicule de ses gardiens a cramé. Devant les locaux du bureau du syndicat de police (GdP) dans la ‘Hindenburgstraße’ et directement sous le nez de la préfecture, un car du GdP a brûlé.



Le syndicat de police et son président ‘Kirsch’ menaçaient après les émeutes du 21 décembre 2013 à Hambourg : « *la prochaine fois nous tirerons à balles réelles !* ». Les fonctionnaires de police judiciaire du syndicat fédéral allemand, en allant dans le même sens, mettaient en garde contre une escalade de la conflictualité sociale à Hambourg en faisant référence aux affrontements à Gênes et le meurtre de Carlo Giuliani. Il est tout à fait clair à l'heure actuelle, que la mort de manifestant.e.s n'est pas à exclure en cas de perte de contrôle pendant le contre-sommet du G20 à Hambourg. Les victimes quotidiennes des flics ne sont pas uniquement des dégâts collatéraux nécessaires à ce système.

Le syndicat de police avec le syndicat fédéral de police constituent le bras politique des flics. Ils insistent sur



un alourdissement des peines, par exemple pour des attaques « quotidiennes » sur les policiers. Ainsi, le texte de loi 114 en projet prévoit que ces attaques soient plus sévèrement punies, et ce de manière plus expéditive, à savoir des peines de prison requises dans chaque cas. Il n'y aurait même pas besoin que le flic soit réellement blessé. Et si l'assaillant.e a une arme sur lui/elle, qu'il/elle l'utilise ou en a l'intention, la peine est alourdie. Le paragraphe 114 jusqu'ici en vigueur a d'abord été modifié en 2011. Mais contrairement aux chiffres présentés publiquement, les attaques contre les

policiers ont diminué ces dernières années. Même les expert.e.s de la loi pénale disent que les blessures graves et des arrêts de travail prolongés sont plutôt rares en Allemagne. Malheureusement ! Cela saute aux yeux pour que leurs lois fonctionnent.

Le syndicat de police a désormais un véhicule en moins, un véhicule qui approvisionne les flics en café pendant le G20. Il y a même un panier à salade en moins, qui peut se mettre en travers de notre chemin ou contrôler nos lieux de vie. Cela ne semble pas être grand chose, mais ça peut être reproduit tout le temps par toute personne qui s'y décide. Attaquons ce qui nous opprime ! Il n'y a rien à attendre !

Nous nous rappelons de Ian Tomlinson qui est mort d'un infarctus du myocarde pendant le sommet du G20 à Londres en avril 2009 après que les flics l'aient foutu à terre à plusieurs reprises et l'aient frappé sans avoir tenté de le réanimer.

Nous nous rappelons de Carlo Giuliani qui a été abattu par les flics pendant le sommet du G7 à Gênes en 2001. Et à toutes les personnes qui ont été butées par les flics dans ces mêmes conditions de conflit quotidien et dont leur nom reste inconnu.

Avant, pendant et après le G20 : contre l'État, le capitalisme et toute autorité !

[Traduit de [linksunten indymedia](#), Dönerstag 17. März 2017]



March 21, 2017 at 12:13PM

[Leipzig, Allemagne] Double attaque incendiaire contre la gentrification

Chantier et pelleteuses incendiés

Dans la nuit du 4 au 5 mars 2017, nous avons cramé deux pelleteuses dédiées à la construction d'un parking sur un ancien petit parc situé Karl-Heine-Straße. Dans la nuit du 16 au 17 mars, nous avons causé un incendie plus important sur et dans un des bâtiments en construction au 'Lindenauer Hafen'. Nous avons assez souvent entendu que la gentrification est un processus compliqué sur lequel nous avons du mal à peser. Nous ne comprenons pas cela comme une justification pour rester en dehors de ce processus – De toute manière, peu importe les raisons pour lesquelles nous agissons, puisque nous faisons ce qui nous procure le plus de plaisir, à savoir détruire la propriété des gens qui se font des couilles en or grâce à la revalorisation des quartiers.

Le capital a vraiment pu s'amuser avec le marché du logement à Leipzig et la fête ne semble toujours pas arriver à son terme. A l'avenir, on a aussi l'occasion d'en être, même avec un porte-monnaie quasi-vide : des engins incendiaires ne coûtent pas les yeux de la tête, et il existe même des pierres gratuites !

Le siège de la ville par les flics en cette fin de semaine est chiant, l'État policier passe le bonjour. Le renforcement de la surveillance n'est pas parvenu à empêcher ces attaques et d'autres contre les néonazis, les flics et cette ville aseptisée. Notre haine est plus forte que tout déploiement policier !

Saluts solidaires à toutes les personnes visées par la répression !

A bas l'État ! Attaquons le G20 !

[Traduit d'[indymedia linksunten](#), Sonntag 19. März 2017]

March 21, 2017 at 12:13PM

Bielorussie

Belarus: Dozens of anarchists arrested in Minsk after anti-government protests

15.03.17: Today in three major cities of Belarus – Minsk, Mogilev and Grodno – people took the streets protesting against government attempts to collect tax off the unemployed (details of the story [HERE](#)). In Minsk, demonstrations managed to gather more than 1 500 people, in Mogilev and Grodno 1000 each. These are the biggest protests those cities have seen in decades. It is worth mentioning that most of the protesters are far from major political powers in the country and do not align with any opposition stream, rather prefer to point out the hard economical conditions and results of 24 years of Lukashenko's rule.

Around 40 anarchists organized in a separate block participated in the demonstration with banners saying "For the people, the main social parasite are the bureaucrats, politicians and the police" (referring to the law against social parasites introduced 2015 that is the major reason for recent protests). To make the demonstration a little bit more fun, a samba band in black joined the block. Inside of the demonstration, anarchists were by far the most organized force that took a lot of attention from the police.

During the whole demonstration, 20-30 civil cops were constantly following the anarchist block and at the end of the demo tried to arrest some people. Anarchists together with other participants of the demo managed to de-arrest people and [get into public transport](#) – a tactic that was quite successful in the past months, when anarchists managed to get out safely. However it was stopped a couple of minutes later by a bus without license plates and civil cops [rushing into the public transport](#). To get the people out, the pigs used not only brute force beating up people, but also pepper sprayed the trolleybus (an action one of the football hooligans got 10 years in jail for in Belarus just last week). At the end of the confrontation, **around 30-35 people were detained including several bystanders**, who were trying to help people resist the police. By the end of the day, some activists were beaten up so badly that the cops had to call an ambulance.

Right now, all the arrested are in jail in Minsk police stations awaiting trial tomorrow. Judging from recent developments, most probably they will be punished with 15 days in jail.

Furthermore it has been reported that over 9 people from the demonstration were detained in Mogilev. Their destiny is not clear yet.

Lawyers and food parcels are covered so far by human right activists. **But you can always support people with solidarity actions next to local embassies or Lukashenko's mansions. Apart from that you can share the news, and make the topic more visible around you.**

By the moment this article is written, over 150 people were detained and sentenced to fines or some short prison terms for protests in last weeks in Belarus.

March 20, 2017 at 05:44PM

Brésil

[Brésil] Grèves, blocages et saccage du ministère de l'économie contre la nouvelle réforme des retraites – Mercredi 15 mars 2017

Grèves, manifestations et même occupation du ministère de l'Economie: des dizaines de milliers de Brésiliens sont descendus dans la rue mercredi pour protester contre la réforme des retraites du gouvernement du président conservateur Michel Temer.

Dès 5h00 du matin (8h00 GMT), plusieurs centaines de militants de gauche, notamment du Mouvement des Sans Terre (MST), se sont introduits dans l'immeuble du ministère de l'Economie, principal concerné par cette réforme qui vise à sortir le pays d'une récession historique. **Les services de sécurité locaux ont signalé des « dégâts matériels », notamment des vitres brisées.**

« *Nous allons rester aussi longtemps que possible*», a prévenu Marcos Baratto, leader du mouvement, au site d'information G1.

« *Nous sommes venus pour laisser un message au gouvernement : nous n'accepterons pas de perdre nos droits* ».

Plus tard dans la matinée, plus de 5.000 personnes étaient réunis sur l'esplanade des ministères à Brasilia, selon la police.

À São Paulo, poumon économique du pays, la grève des transports a provoqué des embouteillages monstres. Aucun bus ne circulait avant 8h00 du matin (11h00 GMT) et le trafic des métros était aussi fortement perturbé, même si la situation a commencé à se régulariser au cours de la journée, selon la compagnie de transports locale (SPTTrans).

La grève a été maintenue malgré une décision du Tribunal Régional du Travail (TRT), qui exigeait le fonctionnement total des transports aux heures de pointe, sous peine d'une amende de 100.000 réais (environ 30.000 dollars).

À Rio de Janeiro, les écoles publiques étaient en grève, alors que la collecte des ordures était suspendue à Brasilia, selon G1.

Des manifestations ont eu lieu dans les capitales de pratiquement tous les États du Brésil et une forte mobilisation est attendu dans l'après-midi Avenida Paulista, une des principales artères de São Paulo.

Arrivé au pouvoir en 2016, après la destitution de la présidente de gauche Dilma Rousseff, Michel Temer a lancé une série de mesures d'austérité impopulaires pour tenter de relancer l'économie du Brésil. Après avoir fait approuver par le Congrès le gel des finances publiques sur 20 ans, l'autre réforme phare prévoit d'élever l'âge minimum de départ à la retraite à 65 ans, un changement radical dans un pays où les travailleurs peuvent s'arrêter à 54 ans.

« Nous sommes en train de montrer la voie pour sauver les retraites de la faillite, pour sauver les pensions des retraités d'aujourd'hui et des jeunes qui prendront leur retraite demain. Personne ne va perdre ses droits », a argumenté le président lors d'un discours à Brasilia.

Les militants de gauche l'accusent pourtant de mettre à mal le système de protection sociale déjà fragile de ce pays dont la population est touchée de plein fouet par la crise. Le chômage a atteint un taux record de 12,6% et près de 13 millions de personnes à la recherche d'un emploi.

Wagner Moura, célèbre acteur brésilien qui a incarné le baron de la drogue colombien Pablo Escobar dans la série « Narcos » de Netflix, est aussi entré dans le débat.

« Cette réforme représente un autre rude coup pour les droits des travailleurs brésiliens », a-t-il argumenté.

Les mesures d'austérité font plonger au plus bas la cote de popularité d'un gouvernement déjà éclaboussé par le scandale de corruption Petrobras, qui est entré dans une nouvelle dimension mardi.

Le procureur général Rodrigo Janot a demandé l'ouverture de 83 enquêtes, qui visent au moins cinq ministres et les présidents des deux chambres du Congrès, selon les médias brésiliens.

Ces requêtes sont basées sur les confessions explosives de 77 anciens cadres d'Odebrecht, géant du BTP qui s'était associé à d'autres entreprises du bâtiment pour truquer les marchés de la compagnie pétrolière d'État.

En retour, étaient versés commissions et pots-de-vin alimentant les caisses noires de partis politiques et d'élus influents.

Pour le gouvernement, la priorité absolue est de faire passer la réforme des retraites, malgré la paralysie de parlementaires tétonisés, qui cherchent déjà des moyens d'obtenir l'amnistie pour délits liés au financement des campagnes électorales.

AFP via Le Parisien, mercredi 15 mars 2017

Canada

March 15th in Montreal: Police Attacked, Kettle Broken

The post [March 15th in Montreal: Police Attacked, Kettle Broken](#) appeared first on [IT'S GOING DOWN](#).

A couple hundred people gathered yesterday evening at Place Valois in Hochelaga for the 20th annual edition of the Demonstration Against Police Brutality, organized by the Collective Opposed to Police Brutality (COBP). It was the day after the largest snowstorm of the year in Montreal, and the mounds of snow lining the streets meant obstacles for both demonstrators and the cops. Refusing the protest framework demanding less brutal police, we carried with us the memory of March fifteenths past and their legacy of anti-police revolt. Also, rocks.

The words of a report-back from the last March 15 in Hochelaga seven years ago still ring true:

“We went to that demonstration intending to attack the police. Apart from all the weapons we brought, we carried with us a desire to no longer see a single cop walk the streets the next day; at least without a limp, a headache and a feeling of fear that no overtime pay could reconcile. We went out into the streets to hit them as if we could actually smack them the fuck out of our lives, with no guilt, remorse or shame about it. While acknowledging that we have yet to realize the depth of our desires (cops aren’t yet running for their lives), we can still move our lives and projects in that direction.”

– Measuring the Meaning of a March, in March, in Montreal

REPORT-BACK

After a [speech by the COBP](#), the crowd set off west down Ontario Street, about a third of which was masked. A dozen black flags and a couple reinforced banners could be seen near the front of the demo, in addition to a leading COBP banner. There were no police marching alongside the demo, as they kept out of projectile range from all directions, and were likely also dissuaded by snow conditions. While some police followed along parallel streets, apparently at least some of the riot squad had to take the metro, possibly due to the storm disrupting their original transport plans. Some rocks were distributed and additional projectiles sought along Ontario, though without much success, as everything was covered in snow. We rapidly and uneventfully crossed Centre-Sud and reached the eastern edge of the downtown core, a firework set off above us to announce our arrival in comfortable and well-known terrain. Individuals in the bloc asked the front banner to slow down several times; it felt like the demo was running after itself, with no good reason to be. This made it very difficult for people running late to join, or the demo to stay tight. We would like to see future demos slow down, or even stop, when there isn’t an immediate threat from police – allowing more smashing, graffing, wheatpasting, barricading, dancing!

Approaching the area around the Montreal police (SPVM) headquarters on Saint-Urbain Street, police in cruisers and on bikes ahead of the demo were attacked with mortar fireworks. As the crowd amassed around the intersection of Ontario and Saint-Urbain, more fireworks were shot at the police mobilizing to defend their headquarters, then at half a dozen police on horseback approaching from the east. “*Get those animals off those horses*” almost came true as the horses bucked in fear, causing the horse squad to call it quits for the night.

Rather than congregate at the police headquarters and allow the cops to move in, we continued west on Maisonneuve. A few blocks later, more fireworks were shot at cops ahead of us. A photographer tracking and filming a member of the bloc from a close distance had his camera knocked from his hand, prompting a more general confrontation with media at the front of the march. Rocks and snowballs were thrown at a mainstream media cameraperson, who was then charged with a reinforced banner and knocked to the ground, while his hired goon was beaten with flagpoles from behind the banner.

A lone police cruiser was spotted to our left, parked on Union Street. A crowd quickly swarmed and thoroughly smashed it. On the same block, heading south now, display windows of the Bay department store (one of the oldest colonial businesses of Canada) were smashed and tagged with graffiti. After about fifteen minutes of a determined energy translating into conflictual action amongst



the hundred-and-fifty-strong crowd, the cops executed an effective dispersal and kettling maneuver. Riot police lines ran up both sides of the demo, while bike cops chased and closed off exits from behind. Many dispersed on side streets ahead of the cops, but a few dozen people were fed east on Sainte-Catherine into a trap at Place-des-Arts, as more riot cops emerged from Saint-Urbain and blocked off the only remaining exit route.

This never should have been allowed to happen; our strength is on small streets that give police less mobility, so of course they funneled us towards the most open space downtown. Turning west on St. Catherine against traffic, and offensively attacking the vulnerable bike police who succeeded in intimidating us towards Place-des-Arts, would have at least allowed for a better dispersal.

Instead, hearts sank as the cops quickly tightened the kettle of thirty people against a side of a Place-des-arts building. But with shouts of “On fonce!” (“Let’s push!”) and an inspiring confidence and swiftness, before secondary cop lines could form, those kettled pushed against the riot cops blocking the sidewalk from the east and broke free. More riot police tried to block off the new exit routes, but there weren’t enough of them, as people raced through snow banks and snow-covered parking lots, for the most part getting away. Unfortunately, around ten people reportedly ended up in a new kettle that formed in the parking lot outside the SPVM headquarters. They had backpacks seized and were presumably photographed, but were let go without any tickets or charges. The demo ended with no arrests.

TACTICAL CREATIVITY

For combatting the police’s inevitable dispersal strategy, with some planning ahead, a reinforced banner crew could have moved to one of the sidewalks to block or at least delay flanking police lines from getting in position (perhaps accompanied by fire-extinguishers that could be discharged to slow their advance). Throwing projectiles at the flanking cop lines has proven ineffective, as most of the crowd is moving too quickly to fight in cohesive units, making it difficult to throw enough rocks to have an impact on police movements. Let’s also bring the lesson into the future that mortar fireworks were somewhat successful in keeping police at a distance, especially in a terrain where more conventional projectiles were hard to scavenge.

In recent years, the prospect that the black bloc could take time and space away from the police on March 15th has felt remote, so yesterday was definitely inspiring. On one of the two days of the year (the other being May Day) that police prepare for year-round, we were still able to significantly evade police controls, and get conflictual with confidence. This speaks to how we should prepare for demos throughout the year with more confidence in what could be possible. It's clear that we can bring conflict to the streets in a way that doesn't signal the end of the demo, as we've come to expect, but rather the start of something.

We're also left with some strategic questions in relation to demos that we'd appreciate a conversation around. When the police are intentionally and constantly keeping their distance from the demo, when and how should attempts be made to seek out confrontation with them? What other goals do we have in such situations? How can we use the space and time we have in these moments to better prepare for the eventual police attack?

LET'S NOT GIVE THE POLICE EVIDENCE!

A note to the independent journalists of the city: it can be hard to distinguish you from mass-media, who generate incriminating evidence that they readily hand over to police (and who we are going to attack at every chance we get). Distinguish yourself by your behaviour – only film from a distance, and don't film the attackers themselves, only the attackers' targets. Despite whatever good intentions you likely have, if you film people doing crime, it can and will be used to solidify evidence against them (even when wearing a mask, other clothing items or facial features are regularly used by police to identify suspects). You don't wanna be that guy that actively endangers demonstrators by exposing them to police violence, so please take this seriously.

Two more things: never film at the starting point or in the first fifteen minutes of a demo, to allow everyone who plans to wear a mask to have an opportunity to put it on safely. And before publishing videos, always blur the bodies of people who are masked. Check out [this tutorial](#) if you're not sure how.

For Example

AGAINST POLICE, NOT THEIR BRUTALITY

We're thrilled that this year the COBP [decided to stop using the failed strategy of denouncing](#) the most egregious behavior of the police, and instead called for decentralized direct actions against them, while expressing inspiration by several attacks on police and surveillance over the last year. The COBP explicitly supported the conflict with the police in their [communiqué the day after the demo](#):

"We applaud all the autonomous groups that mobilized for March 15th, and that get organized all year long to build a balance of power against the SPVM and all police forces..."

"...We witnessed a proactive March 15, with diversified, offensive, and effective actions."

"We salute the way in which militants fight the police state, and this despite the violence of its response."

We'd like to see this taken one step further by next year's demo being called as against police, period. This year the itinerary was chosen based on the locations of past police murders, and a symbolic acknowledgment of the struggle against gentrification in Hochelaga. Walking through the residential streets of Centre-Sud for a half hour to meet this symbolic goal of starting in Hochelaga didn't feel worthwhile to us. We think for future years it makes more sense to prioritize routes that give us fighting advantages, because revolt is the best form of memory.

March 21, 2017 at 12:18PM

[Montréal, Québec] Vandalisme contre la gentrification à St-Henri

Le 15 mars 2017, près d'une douzaine de propriétaires de condos ont dû sortir leur char hors des bancs de neige de la plus grosse tempête de l'hiver à Montréal, pour finalement constater que leurs pneus avaient été lacérés durant leur sommeil.

Nous avons fait cette simple action à la veille de la [**20e manifestation Contre la Brutalité Policière, qui a eu lieu à Hochelaga**](#). Nous voulions mettre l'emphase sur le fait que la lutte contre la police et celle contre la gentrification sont une seule et même chose: la création d'un monde hostile au contrôle social et à toutes les formes de domination.

Cela n'a requis qu'un minimum de planification et aurait pu être fait à des dizaines d'endroits dans le quartier. Avec cette action, nous avons réfléchi aux choix tactiques consistant à prendre pour cible des individus yuppies (aléatoirement) et des personnes riches dans le contexte d'activités anti-gentrification. Un moyen souvent mentionné comme tactique désirable est de causer des dommages à des voitures de luxe. Un peu moins de la moitié des voitures garées dans les stationnements des condos que nous avons visité avaient clairement une marque de luxe. Nous avons lacéré les pneus de toutes les voitures. Plusieurs yuppies décident de démontrer leur richesse autrement que par des BMW et des Mercedes. Peu importe leurs choix de consommation, ça vaut le coup de leur procurer un sentiment d'insécurité dans le quartier en endommageant à leur propriété. Et prendre pour cible tous les propriétaires de condos ou les voitures des yuppies pourrait rendre la tâche plus difficile à la police d'attraper les gens qui le font, puisqu'ils tenteront de le faire si ces pratiques se répandent. Ce sera aussi plus dur pour les propriétaires d'assurer la sécurité de leurs véhicules, dans des stationnements intérieurs par exemple. Par contre, il pourrait être avisé de se concentrer sur les voitures de luxe avec d'autres formes de vandalisme qui sont plus visibles pour les passants que des pneus lacérés, afin que les actions puissent être intelligibles aux voisin.es et aux gens sur la rue.

Fuck la police, vive la dégentrification!

[Publié sur [Montréal Contre-Information](#)]

Cet article nous rappelle que les attaques anti-gentrification à Montréal (et notamment à Hochelaga) sont quasi-quotidiennes.

March 21, 2017 at 12:19PM

Chili

**In March and all year round:
memory, solidarity
and anarchic
agitation against
power (Chile)**

*Received and translated on
13.03.17:*

March is a month that is particularly full of milestones



that invite us with special strength to take to the streets and spread the anarchic agitation, with memory and solidarity as insurrectionist tools of action.

Among these milestones is the so-called ‘Women’s Day’ (March 8), a day that like other commemorations has been assimilated by reformism and the market, offering us the possibility to spread anti-patriarchal ideas and link them with anti-state and anti-authoritarian critiques, marking our differences with social-democratic, leftist and / or authoritarian feminism.

Another important event that occurred in March was the ‘Pampa Irigoin massacre’ (also known as the Puerto Montt massacre), which occurred on March 9, 1969 under the government of Eduardo Frei Montalva. By order of the Minister of the Interior, Edmundo Pérez Zujovic, police agents murdered nine villagers who had illegally occupied a plot of land to live with their families outside the city. As revenge for what happened, Pérez Zujovic was assassinated in June 1971 by members of the armed left-wing group Organized Vanguard of the People (VOP).

Also this month, March 10 marks the sixth anniversary of the murder of comrade Lambros Foundas who was shot dead in Greece during a shoot-out with police after attempting to steal a car. Lambros was a member of the anarchist guerrilla organization Revolutionary Struggle, and as his comrades stated later, the theft of the vehicle was part of a planned operation.

This month we also commemorate the death of comrade Javier Recabarren, who on March 18, 2015 was run over and killed by a public transportation bus in the city of Santiago. During his short 11 years of life, Javier had already manifested on the streets his radical opposition to speciesism, prisons and authority. For this reason, this year – just like last year – a call has been issued for a ‘Week of Agitation in Memory of Javier Recabarren from March 11-18’ which is proposed as being a ‘Minimum gesture of contribution to the struggle against power, which this time materializes by celebrating the memory of a comrade to generate the always necessary agitation and propaganda of our ideas and practices[...]’

Also this month, on March 24 the trial against anarchist comrades Nataly Casanova, Juan Flores and Enrique Guzmán begins. The comrades are accused of a series of explosive attacks against police stations and other symbols of power. Let’s make sure the comrades do not feel alone and let’s make power see how this trial unleashes and multiplies our anger and action against all forms of domination.

Finally, March brings us the ‘Day of the Young Combatant’, which originated to remind us every March 29 of the brothers Rafael and Eduardo Vergara Toledo who were murdered during the Chilean dictatorship in 1985. In 2008, anarchist comrade Jonny Cariqueo died from beatings carried out by police officers after being arrested during a commemorative demonstration on March 29. And so since then this date manifests itself as an arena of conflict against power and its guardians, and as anti-authoritarians we recognize this date as part of our combative memory and as a call to propagate action against authority every day.

All these milestones during March call us to act and are for us an invitation to promote anarchic agitation, without forgetting that it has more potential when it is permanently activated without waiting for calls, commemorative milestones or the trials of comrades to take to the streets with propaganda and action.

We also see these milestones as moments for us to increase the tension and break with conformity and self-complacency in all its forms. They are calls to action that allow us to evaluate the current state of our individual and collective capacities, putting to the test our motivation and commitment to the anarchic way of perceiving life and the struggle for total liberation.

The invitation is to work based on affinities and informal coordination to promote ideas and action, breaking with cronyism and putting ourselves on the only possible side for those who seek total liberation – that of individuals in struggle who are dangerous to power and hinder the normality of citizen life with propaganda and multifaceted action.

IN AFFINITY WITH THOSE WHO CONFRONT POWER IN THE PRISONS AND ON THE STREETS.

IN MEMORY OF OUR DEAD AND IN SOLIDARITY WITH OUR IMPRISONED COMRADES.

DAILY AGITATION AGAINST POWER AND ALL AUTHORITY!

Sin Banderas Ni Fronteras, cell of anti-authoritarian agitation.

March 2017

sinbanderas.nifronteras@riseup.net

Original Spanish-language text (PDF): [En Marzo y todos los días memoria solidaridad y agitación anarquica contra el poder](#)

[Add a Comment](#)

March 20, 2017 at 05:41PM

Espagne

Saragosse, État Espagnol : Communiqué d'action pendant la grève étudiante du 09/03

On ne peut pas dire que “nous n'avons pas la force nécessaire pour le faire”, on ne peut pas dire que “nous n'avons pas les moyens” et on ne peut pas dire que “nous sommes dans un moment de reflux”. Tous ça, sont de basses excuses, ce n'est pas la faute des médias, c'est une faute de volonté. Il suffit de sept pneus et une idée pour paraliser le fonctionnement normal de la ville durant trente minutes, trentes minutes de liberté qui arretent le système.

Pendant que les collectifs d'étudiants étaient plus concentrés à sortir les petards dans une manifestation et à poster mille photos sur les réseaux sociaux pour se donner une image “radicale” ou provoquer des grèves domestiquées ce système continuera de s'auto-perpetuer.

en [espagnol](#)

March 20, 2017 at 05:39PM

France

Saint-Méixant (Gironde) : La mairie taguée

Sud-Ouest / Mardi 7 mars 2017



« La jeunesse emmerde le FN » (chanson des Béruriers noirs), « Anti facho »... des tags à tendance anarchistes flanqués du sigle du A cerclé ont été étalés à la peinture sur trois côtés des murs de la mairie de Saint-Maixant, dans la nuit de lundi à mardi. Les auteurs restent toutefois méconnus. Ce sont des agents communaux qui ont constaté les faits ce mardi matin en prenant leur service à 7 heures. Alertés, les gendarmes se sont déplacés et ont constaté les faits dans la matinée. Et le maire Lucien Grazierro a indiqué qu'il allait porter plainte : « Nous n'avons absolument rien à voir avec le FN. Et je n'ai pas parrainé aucun candidat aux élections », a prévenu le maire de la commune qui n'établit aucun lien entre les faits dénoncés et une implication politique au sein de son conseil municipal.

March 13, 2017 at 10:34AM

Radonvilliers (Aube) : Que d'la haine pour le maire et son adjoint !

L'Est Eclair / Lundi 6 mars 2017

Des tags insultants ont été découverts, ce week-end, à Radonvilliers. **Les murs de la mairie et d'une cabane de chasse ont été dégradés dans la nuit de vendredi à samedi par des inscriptions hostiles au maire, Jacques Sonrier, et son premier adjoint, Jean-Louis Thiébault.**

« C'est honteux de dégrader un mur d'un bâtiment communal représentant la République. On voit que ce sont des imbéciles qui ont agi. Personnellement, ça ne me touche pas. Je n'ai rien à me reprocher. Le nettoyage sera rapide. Les auteurs ne se rendent pas compte que tous les habitants paieront cette remise en état. Je remercie la population qui m'a soutenu ce week-end. Je fais confiance à la gendarmerie pour élucider cette affaire », a indiqué le maire, précisant qu'il avait déposé plainte au nom de la commune. En décembre dernier, un tag polémique avait déjà été inscrit sur une route de la commune. Une plainte avait là aussi été déposée.

March 13, 2017 at 11:00AM

Solliès-villa (Var) : Plusieurs miradors de chasse vandalisés

Var matin / Samedi 11 mars 2017

Le maire de Solliès-villa a porté plainte après la destruction volontaire de plusieurs points de surveillance occupés par les chasseurs. Village réputé paisible, avec une cohabitation ancestrale, avec les nemrods, la trêve semble rompue. En



effet, **plusieurs miradors de chasse ont été vandalisés, et rendus totalement inutilisables** contre les adeptes d'un gibier local. Le maire, Roger Castel et Christian Barberis, président de la société de chasse, chef de battue, ont constaté, avec stupéfaction, la destruction volontaire de plusieurs points de surveillance occupés par les chasseurs dans le chemin des Selves et de la Giraude. **Les échelles d'accès aux miradors ont été volontairement rendues inaccessibles.** Un commando qui semblait très organisé sur le plan technique.

La polémique, pour ou contre la chasse, ne peut se résoudre sans une concertation des parties concernées. Ce à quoi Christian Barberis est disposé à débattre avec ces interlocuteurs anonymes. Il lui semble qu' »*on peut cohabiter sans nous dire vous dégagiez! Nous sommes ouverts au dialogue, on s'adapte, mais la pratique de la chasse dans les collines du village fait partie de son patrimoine encore protégé. Les citadins ne veulent pas l'admettre. Nous, villageois depuis des décennies, sommes disposés à cohabiter, avec le respect de l'autre* ». Le maire précise avoir porté plainte auprès de la gendarmerie car en période de chasse ces miradors sont une sécurité, pour tous les usagers riverains compris, afin de prévenir les battues, de passages éventuels de gibier et de tirs spontanés.

March 13, 2017 at 11:00AM

Marseille : Au Camas, il n'y a pas que les murs qui s'expriment contre les flics et les élections ...

La Provence / Vendredi 3 mars 2017

Mais que se passe-t-il au Camas ? Les tags, à caractère politique avec parfois quelques insultes explicites sont de plus en plus fréquents. Certes, les façades ont une nouvelle fois été ciblées. Mais un phénomène nouveau a fait son apparition et pour certains habitants, « *on passe un palier symbolique* ». **Plusieurs véhicules ont en effet essuyé les assauts de graffitis à la peinture rouge. « Marseille ingouvernable » ou encore « Les élections n'auront pas lieu » sont inscrits sur les murs. Aussi, les forces de l'ordre sont souvent ciblées dans ces inscriptions.**

« *C'est malheureux, ils n'ont sans doute rien d'autre à faire*, suppose Jacques, riverain qui se demande où patrouille la police ?». « *Ils n'ont aucun respect. C'est navrant* » renchérit une habitante de la rue Jaubert où les véhicules ont été dégradés. Anselme Dugain, adjoint à la sécurité et à la prévention de la délinquance dans les 4-5 l'assure : « *Des voitures prises pour cible, c'est un fait rarissime. Lorsque l'on nous signale des faits insultants nous agissons rapidement et aussi quand ce sont les forces de l'ordre qui sont visées. Le maire de secteur Bruno Gilles y tient*». C'est d'ailleurs ce qui s'est passé la semaine dernière. Et les inscriptions ont désormais disparu. En parallèle la lutte contre cette délinquance se poursuit : « *Il y a quelques semaines, deux tagueurs ont été attrapés* » dans le secteur, affirme l'élu. Néanmoins, il n'est jamais aisément de les appréhender : « *Ils font souvent des actions de nuit. C'est donc le jeu du chat et de la souris* ». Au gré de l'actualité, les messages reprennent sur les murs : « *Pendant les manifestations contre la loi travail, les inscriptions se sont multipliées sur les façades* », notamment dans la rue du Progrès, explique Aline, riveraine qui constate que « *l'on retrouve même des pages sur les réseaux sociaux avec ces inscriptions* ». Concernant les véhicules dégradés dans le 5e arrondissement, « *nous avons renforcé les patrouilles dans le secteur* », explique une source policière.

March 13, 2017 at 11:01AM

Bressuire (Deux-Sèvres) : Petite surprise pour « Les Républicains » en meeting au théâtre ...

La Nouvelle République /Samedi 4 mars 2017

Alors qu'il accueillait hier soir le meeting de Bruno Retailleau en soutien à la candidature de François Fillon (Les Républicains) pour la prochaine élection présidentielle, **le théâtre de Bressuire a essuyé dans la nuit de jeudi à vendredi des tags de soutien aux « zadistes » en lutte contre l'aéroport Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique)**. La direction de l'établissement a porté plainte auprès de la gendarmerie de Bressuire. Les tags ont été nettoyés dans la journée de vendredi.

March 13, 2017 at 11:01AM

Guillestre (Hautes-Alpes) : Des bisous plein de rage pour les révoltés d'Aulnay et les inculpé.e.s de la voiture de flics crâmée du 18 mai à Paris

Le Dauphiné Libéré / Dimanche 12 février 2017

Comme en décembre 2016, le grand mur en pierre situé route de la gare, à Guillestre, a été tagué. Et c'est encore les forces de l'ordre qui sont prises à partie. Au total, cinq tags ont été découverts dans la ville, jeudi, dont certains ont été effacés. La commune a déposé plainte à la gendarmerie. Le maire de la commune, Bernard Leterrier, se dit « révolté » par ces « tags à répétition ».



March 13, 2017 at 11:02AM

Fleury-Mérogis : Retour sur le rassemblement devant la prison, le samedi 11 mars 2017

Indymedia Nantes / dimanche 12 mars 2017

Retour sur le rassemblement devant la prison de Fleury-Mérogis, le samedi 11 mars 2017, à 13hs.

T'y étais pas ? Dommage pour toi. Même le soleil était là.

On s'était donné rendez-vous à 11h30, porte d'Orléans, pour un départ groupé en bus et en voiture vers Fleury. Les contacts avec les proches de détenu.es ont pu commencer dès la distribution du tract dans le bus. Arrivé.es à Fleury, nous constatons la présence de flics prêts à se déployer, qui semblaient nous attendre dans la gendarmerie à l'entrée du complexe pénitentiaire. Des voitures étaient postées aux différents ronds points. Certains flics filmaient et relevaient le numéro des plaques d'immatriculation. Des proches de détenu.es étaient même surpris.es de la présence de la douane et du déploiement policier. Des gendarmes, près à intervenir, étaient postés devant la prison, ils sont restés à distance du rassemblement. Un maton a semble-t-il apprécié la banderole qui disait : « Solidaires dans les luttes et face à la répression! À bas toutes les prisons » au point de la prendre en photo.

Solidaires dans les luttes et face à la répression! À bas toutes les prisons

Une cinquantaine de personnes se retrouvent, vers 14h devant la MAH (maison d'arrêt des hommes) près du bâtiment d'accueil des familles et des proches qui attendent leurs parloirs. Plusieurs personnes leur distribuent des tracts et entament la discussion. Iels ont été ému.es de la portée du rassemblement, semblaient

touché.es par la présence des soutiens et par les paroles énoncées qui décrivaient leur vécu et celui de leur proches enfermé.es.

Des prises de paroles reviennent sur l'appel diffusé et sur les conditions d'enfermement des détenu.es. Un compagnon nous raconte qu'un camarade afghan est décédé dans la prison de Fleury le 16 janvier dernier, mais sa mort n'a été annoncée que récemment. Comme souvent les décès de détenu.es sont passés sous silence par l'administration pénitentiaire.

On a fait du bruit, des slogans ont été entonnés, pour se faire entendre des prisonniers. En voici quelques exemples : « Solidarité avec les prisonniers », « Les prisons en feu, les matons au milieu! », « Flics, matons ou militaires, qu'est-ce qu'ils feraient pas pour un salaire ? » ou « devenez vite tous suicidaires » qui rime fort bien aussi.

« Liberté pour tou.te.s », « Crève la taule! », « Solidarité avec les inculpé.es des voitures brûlées », « Ah que la vie est belle/Soudain elle éblouit/Comme une voiture de flics/Qui brûle Quai de Valmy » (sur l'air de Brigitte Fontaine), « Pierre par pierre, mur par mur, nous détruirons toutes les prisons ».

Plus tard, une proche de détenu s'empare du micro et crie « Liberté pour tous! Libérez-les tous! ». Des familles nous ont garantis que nous étions entendu.es à l'intérieur et qu'elles transmettraient aussi le message. « Aux chiottes les matons! » a été repris en cœur après la découverte de l'état déplorable des toilettes de l'accueil des familles, et de l'absence totale de PQ dans celles-ci.

Quand les dernier.es proches sont entré.es pour leur parloir, on a pris la direction de la MAF (maison d'arrêt des femmes) en longeant un bâtiment de la prison des hommes où des cris de détenus ont résonné. Ces réponses à nos slogans nous ont encouragé à crier de plus belle. On a atteint la MAF et hurlé notre solidarité avec les prisonnières, des réponses des détenues déterminées nous parviennent, et on promet de revenir, parce qu'on est tellement relou.es. Les gendarmes, violeurs, assassins en prennent aussi pour leur matricule. De retour vers le parking, on longe encore une fois la MAH où on envoie à nouveau nos cris de soutien : « courage, force, détermination, liberté! ». **Puis on décide de remettre le couvert le samedi 8 avril prochain, à la même heure, toujours plus déter et nombreux.ses !**

Des participant.es au rassemblement

March 13, 2017 at 11:02AM

Grenoble : Journal intime d'un sauvage

Indymedia Nantes / lundi 13 mars 2017

fracassage de vitre en solidarité grenoble

cher journal ,

ce vendredi soir j'suis sorti triste de compter les jours qui passent.

et les choses qui changent pas assez,

comme j'étais en colère

j'ai éclater une première banque de 12 coups de marteau.

(j'ai été acclamé par un type bourré geulant vas y casse tout pendant que je m'attelais a la tache)

j'avais encore grave la rage.

du coup j'ai été peté une 2ème banques plus loin.

11coups de marteau.

(cette fois un autre type m'a demandé ce que je foutais j'me suis retourné et lui ai dit tu veux mourir toi bouffon ? – il est parti en courant)

je hais tout ces spectateurs et citoyens.

après je suis parti en riant (comme quoi ca arrive encore).

en petant des trucs j'ai pensé au compas K. de montreuil. et aussi au compas damien.

même si je sais que quelques coups de marteau dans une banque c'est bien dérisoire.
a propos de banque, j'ai eu une pensée également pour celleux qui ont le courage de les braquer.
j'les embrasse fort..

March 13, 2017 at 11:02AM

Responsibility Claim attack by N.A.W.P.I never-again-without-pepperspray-incorporation

receive:16/3/17

Let's run down the hills

How to speak about sustainable investment to this wildboar ? To this orfan doe about recycling toxic waste ? How to say to the disfigured montain that it was worth it, that we really needed this 4 lanes highway interchange ? How to sincerely reassure this thousands exsanguinated trees piled up like in mass grave ? Theses confused and disoriented birds and bats who are driven crazy so that wifi passes everywhere in 4G ? Does this lonely starving wolf give a fuck if you recycle your rubbish ? What did this baby fox coarpse think about progress, in your opinion ? The few places where we felt good, you razed them to the ground to create fields, vineyards ans Ikea's furniture. The bush, you destroyed it into small pieces for your trucks to go faster. The moutain you pierced it in all parts to avoid walking in between two ski runs and then you empalated with windills what was left of the cadaver, to have a clean conscience. The water of the streams is polluted because of thousands of your slaves that you put in fed in the plateau.

And what about us in the middle of this ? This world sentences us to die by starving or boredom. We should be complicit of our own alienation. We should be subjected. After all, there's champion's league and election on tv. We should accept to be either girl or boy, and accept all the bullshit and moral that comes with. We should be docile and gratefull. We've got benefit and medecine. If we want to change society, we have petitions, freedom of speak, citizen demostrations and public opinion. What do we complain about ? We should be reasonable, patient, and rational, for our own good. And if problems overwhelm us, we still can get high on drugs to forget that, according to where we were born, we become, with more or less violence, slaves. That anyway nothing changes and there is no choice.

But theses days, we've made some choice : We chose to attack the Liotard company, who destroy rivers, mountains, trees, wildlife and flora, while acting green washing and participative recycling. To do so, we set 6 arson devices (1,5 L bottle filled up with petrol and pieces of candles, some firestarter bricks tied with wire as an easy-to-make delayer) under 6 different heavyweight trucks. We also sabotaged one excavator and put several firestarter under car of the society. unfortunately,we've been seen and surprised by a security guy, and we haven't had the time to light the fired.

Let's be clear if we dont attack the guy , it's not to follow wathever charter or by

respect for life, but because a lack of means. we think to bodily attack people who collaborate with destruction of these environments is a good thing. next time we'll be armed...

we also make the choice to attack a relay pylon with the same devices put in between cables and electrical boxes. this time a beautiful fire was growing up through the cable when we left.

with maps, a good preparation, and imagination, with petrol, knives, crowbar, candles, lighter. with our limits, our fears and excitations. with our rages and determinations.

during these wild nights we often thought about the Montreuil'compas and about the compas Damien. you were running with us in the mountains, breathing life.

we send you strength and courage.

see you soon in one side or the other.

a little tough for the individualities who take part in the "[wildfirecell](#)" in Germany.

we like your attack and we found really interesting your positioning on the uses of acronyms, identities and cells.

and also for the pylon arsonist in Italy.

for the spread of burning nights.

neither optimism, nor resignation.

N.A.W.P.I

never-again-without-pepperspray-incorporation

March 20, 2017 at 05:53PM

Sale fin de semaine pour JC-Decaux

Matinée du samedi 18 mars. En me rendant au travail sous un ciel gris et pluvieux, mon regard a été attiré par du verre brisé sur le sol, qui pour le coup n'avait rien à voir avec les canettes de bière brisées au cours de la nuit par les bûcherons de la St-Patrick ...

March 20, 2017 at 05:23PM

Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) : Tape sur la fasciste !

Posted on [17 mars 2017](#) by [Attaque](#)

La Voix-du-Nord / vendredi 17 mars 2017

Mercredi soir, plusieurs militants du Front national participaient à un collage d'affiches dans les rues de Boulogne en vue de l'élection présidentielle. **Vers 21 h 30, rue Ferdinand-Buisson, près de la gare de Boulogne, une militante a été prise à partie puis agressée par un homme qui passait en voiture.**

D'après le leader frontiste boulonnais, Antoine Golliot, l'individu est descendu de son véhicule et a été « *insultant et menaçant* », puis il a donné un coup au visage de la militante, Liliane Pognant, conseillère municipale de Boulogne. Antoine Golliot [chef des fufs locaux; sa sale gueule ici à gauche; NdAtt.] assure que « *la motivation* » de l'agresseur prend source dans le collage d'affiches, décrivant ainsi un geste politique.

Une plainte contre X a été déposée au commissariat de Boulogne. Qui confirme que l'agression se déroule dans un contexte « *lié aux élections* ». Une enquête est en cours pour tenter de retrouver l'agresseur.

Alençon (Orne) : La permanence du FN incendiée

L'Express (AFP) / Samedi 18 mars 2017

Alençon – Le local du Front National à Alençon a été la cible d'un incendie d'origine criminelle vers 2H00 du matin dans la nuit de vendredi à samedi à Alençon, a-t-on appris auprès du procureur. « Vers 2H00 du matin, le local du FN a fait l'objet d'un incendie nécessairement d'origine criminelle », a déclaré à l'AFP François Coudert, le procureur de la République d'Alençon. La vitrine du local a été brisée à l'aide d'une barrière métallique, habituellement utilisée pour « contenir la foule » et le local a été « gravement endommagé » dans cet incendie, a précisé le procureur.

Quatre personnes qui habitent au-dessus du local, situé dans une rue du centre historique de la préfecture de l'Orne, ont été incommodées par des fumées et trois ont été brièvement hospitalisées. L'enquête a été confiée à la brigade de sûreté d'Alençon et le mode opératoire n'est pas encore connu, a encore indiqué le magistrat.



Pontivy (Morbihan) : Abstention révolutionnaire !

La ville de Pontivy (Morbihan) s'est réveillée sous les tags ce matin. Des bâtiments du centre-ville ont été recouverts d'inscriptions en français et en breton, et comme au Faouët, le 7 février, les expressions « Dispac'h » (révolution en breton) et « Marion du Faouët 2017 ». De nombreux bâtiments publics ont été touchés : la mairie, le lycée Jospeh Loth, mais aussi des commerces, des banques, une boîte d'intérim ou

encore des abribus. Ce sont les principales rues du centre ville qui ont été visées. Les inscriptions rappellent celles qui avaient été retrouvées sur les murs du bourg du Faouët, début février, avec notamment **des allusions à Emile Masson, un écrivain libertaire breton** et de nouveau le mot « Disparc'h » (révolution) inscrit un peu partout. Sur les murs de Pontivy, on trouve également des appels à l'abstention, « Bretagne libre », « Bzh ingouvernable » ou encore « Bevet Masson an anarkour » (Vive Masson l'anarchiste). Beaucoup de ces inscriptions sont d'ailleurs en breton, comme « Dizalc'h » (Indépendant) ou encore « Ganeomp er stourm » (Avec nous dans le combat). « Vous êtes forcément choqué quand vous voyez votre ville comme ça », se désole Soizic Perrault adjointe au maire de Pontivy. Une enquête de gendarmerie est ouverte.



March 20, 2017 at 05:24PM

Arras (Pas-de-Calais) : Les gendarmes et les flics dans le viseur !

[La Voix du Nord / Lundi 13 mars 2017](#)

Les auteurs des tags, tendance anarchiste sur le retour, auraient sévi dans la nuit de samedi à dimanche. Ils ont pris pour cibles plusieurs édifices. À commencer par la grande porte-cochère de la compagnie de gendarmerie d'Arras, à l'angle de la rue des Fours et de la rue Victor-Hugo. Sur le portail, on pouvait encore lire ce lundi matin « On vous baise. Dans la vie il y a des gens bien et des gendarmes ». Signé « PV ». « C'est charmant hein ? », souriait jaune un gendarme croisé ce matin.





Sortant d'une réunion avec les commandants des unités locales de la compagnie de gendarmerie d'Arras, le colonel Bereziat, patron des gendarmes du Pas-de-Calais, était aussi surpris que désolé à la vue de ces inscriptions. Pourquoi viser la gendarmerie ? « *On n'a pas le début d'un commencement d'explication* » concède le colonel. Plus loin, c'est l'obélisque de la place Victor-Hugo qui a été dégradé avec une inscription (« *No peace* », que l'on retrouve une deuxième fois boulevard Cespel). La police en prend aussi pour son grade avec un « *Nique la police* » signé encore PV rue de Beaufort.

La Caisse d'allocations familiales (CAF) a aussi été

visée. L'acronyme CAF devient ainsi « *Conformité aux familles* ». Enfin, juste à côté de l'école boulevard Cespel, un mur a été également maculé d'inscriptions. On peut lire « **Ton patron a besoin de toi tu n'as pas besoin de lui** », puis un poisson à côté duquel il est tagué « **La routine c'est comme un poisson, coincé dans un bocal dans un océan** ». De la philosophie de bazar à deux sesterces. Ces incantations n'ont souvent guère de sens mais défigurent quelque peu ce quartier historique d'Arras. La piste locale semble ici à privilégier.



This entry was posted in [ACAB](#) and tagged [Arras](#), [Pas-de-Calais](#), [Tags](#). Bookmark the [permalink](#).

Soirée de solidarité avec Damien Camélio

Damien Camélio est un anarchiste qui est incarcéré à Fleury depuis décembre 2016 pour avoir participé aux manifestations contre la loi Travail du printemps dernier. Ce 25 mars à partir de 18 heures, une soirée est organisée en solidarité avec lui à Manifesten.

De multiples révoltes ont rythmé les derniers mois. Comme bien souvent, et sans nous étonner, il arrive que l'Etat, par le biais du duo police-justice, s'affaire à traquer des coupables, à présenter des actes précis à travers le seul prisme du code pénal et à nous en dérober le sens subversif que nous y mettions, à enfermer et isoler les uns et à effrayer les autres. Que l'on pense par exemple à l'histoire de la voiture de flics brûlée à Paris le 18 mai dans laquelle plusieurs inculpées sont aujourd'hui incarcérées ou sous contrôle judiciaire; à cette belle manifestation sauvage du 14 avril, pour laquelle l'anarchiste Damien Camélio purge depuis décembre une peine de 10 mois de prison; aux émeutes qui ont suivi l'assassinat d'Adama Traoré cet été et aux inculpations et incarcérations qui continuent de tomber...

Si l'objectif de ces phases répressives pour l'Etat est fondamentalement de châtier les « mauvais sujets » et de prévenir les insubordinations futures, elles posent de nouveaux défis (en premier lieu le défi de la solidarité) à ceux et celles qui ont fait vivre ces moments de lutte et qui sont déterminés à continuer. Nous discuterons du contexte répressif, de révolte et de solidarité avec des compagnons anarchistes de la région parisienne. L'argent recueilli dans la soirée servira à assurer à Damien les frais de sa détention.



inculpé-e-s sont aujourd'hui incarcérés ou sous contrôle judiciaire ; à cette belle manifestation sauvage du 14 avril, pour laquelle l'anarchiste Damien Camélio purge depuis décembre une peine de 10 mois de prison ; aux émeutes qui ont suivi l'assassinat d'Adama Traoré cet été et aux inculpations et incarcérations qui continuent de tomber... Si l'objectif de ces phases répressives pour l'Etat est fondamentalement de châtier les "mauvais sujets" et de prévenir les insubordinations futures, elles posent de nouveaux défis (en premier lieu le défi de la solidarité) à ceux et celles qui ont fait vivre ces moments de lutte et qui sont déterminés à continuer. Nous discuterons du contexte répressif, de révolte et de solidarité avec des compagnons anarchistes de la région parisienne. L'argent recueilli dans la soirée servira à assurer à Damien les frais de sa détention.

En "sioutien"

Des vitres et le distributeur de la BNP république ont été brisés en soutien à tous ceux qui se battent contre leur oléoduc dans le Dakota, et parce que ces connards le méritent pour tous les projets foireux dans lesquels ils trempent.

HUG !

March 20, 2017 at 05:30PM

Tract pour la libération d'Antonin et l'arrêt des poursuites contre Angel et ses camarades

POUR LA LIBÉRATION D'ANTONIN ET L'ARRÊT DES POURSUITES CONTRE ANGEL ET SES CAMARADES

Le 18 mai 2016, Antonin et Angel, ont été interpellés avec deux camarades dans l'affaire d'une voiture de police brûlée quai de Valmy à Paris :

- 42 jours de détention provisoire pour Angel, et bien qu'il ait été écarté des faits reprochés, il est toujours sous contrôle judiciaire, sans qu'aucun des chefs d'inculpation qui pèse contre lui n'ait été levé à ce jour.
- Et une détention provisoire qui s'éternise pour Antonin, détenu à Fleury Mérogis depuis le 2 juin 2016.

Arrêtés sur désignation des services des renseignements de Paris et sur un témoignage anonyme établi le lendemain des faits, par un policier, l'enquête de police ne cherche qu'à les faire correspondre au profil des auteurs des faits.

DEPUIS SON ARRESTATION ANTONIN SUBIT UNE ATTEINTE INTOLÉRABLE À SES DROITS FONDAMENTAUX :

- Sa présomption d'innocence n'a pas été respectée
- Sa détention provisoire va à l'encontre des solides garanties de représentation présentées, et bien que l'avancement de l'instruction démontre qu'il ne représente aucun risque de pression sur témoin ni une menace pour la sûreté publique.

L'acharnement judiciaire et policier dont il est victime, doublé d'une campagne médiatique souvent calomnieuse, repose manifestement sur son identité politique de militant engagé et non sur ses actions :

- Les arrestations d'Antonin, d'Angel et de ses camarades sont des atteintes extrêmement graves aux libertés et droits fondamentaux permises par l'état d'urgence instauré depuis novembre 2015, visant à bâillonner la critique, et criminaliser l'action militante, à pourchasser les pauvres, les migrants, les militants comme des terroristes

- Antonin, Angel et ses camarades ont été livré en pâture à la police, la justice et la prison, bras armés d'un gouvernement aux abois, qui a voulu pétrifier tous ceux qui ont voulu manifester, défendre leurs idées, et ceux qui, moins bien lotis qu'eux, ont payé de leur intégrité et de leur vie les discriminations qui les isolent encore plus de ceux qui pourraient partager leurs combats.

Parce que cette détention provisoire soumet Antonin et avec lui bien d'autres manifestants du printemps 2016, à un arbitraire très inquiétant justifié par les excès de l'état d'urgence,

Parce qu'il ne peut être accepté que soient bafoués des droits fondamentaux tels que la présomption d'innocence, la liberté d'opinion et la liberté de manifester,

NOUS DEMANDONS LA REMISE EN LIBERTÉ IMMÉDIATE D'ANTONIN, ET L'ARRÊT DES POURSUITES CONTRE ANGEL ET SES CAMARADES.

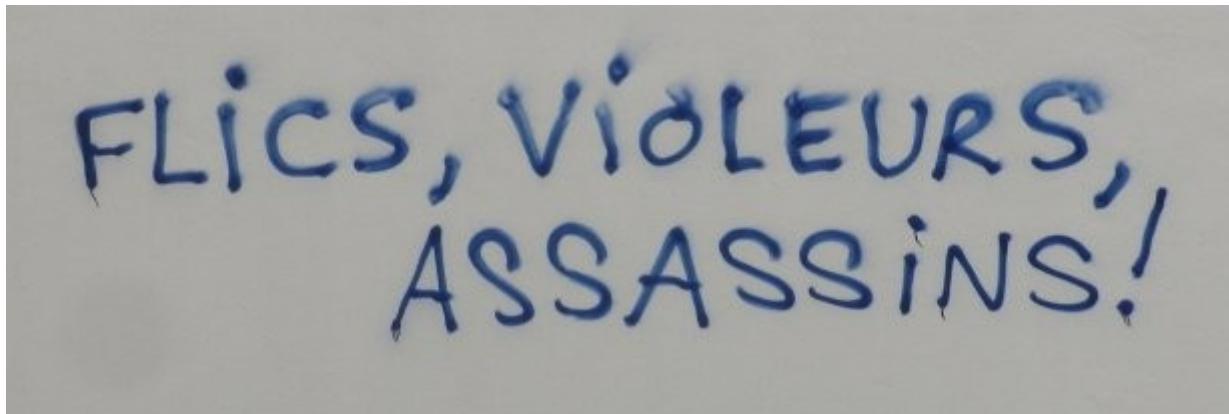
*Pour plus d'information :
Le blog sur Médiapart : une enquête à l'envers*

*Pour les soutenir :
La pétition sur Change.org : pour la libération d'Antonin et
l'arrêt des poursuites contre Angel et ses camarades*

*L'association : Liberté pour Antonin
libertepourantonin@gmail.com
libertepourantonin.blogspot.fr*



Solidarity with Théo! Cops, outside of our lives! – France



Solidarity with Théo ! Flics, hors de nos vies ! Text written by some anarchists from Seine-Saint-Denis (the poorest suburb of Paris) on 8 February 2017, about the movement of solidarity with Théo, and about the police too...

On Thursday 2nd February in Aulnay-sous-Bois (department 93) in Tower Block 3000, [four police officers attacked, insulted, beat, raped, tortured and terrorised Theo](#), who following what should have been just a “banal” arrest, found himself hospitalised with serious injuries.

During the days that followed the attack in Aulnay-sous-Bois, numerous confrontations took place with the police. Cars were burnt, bus shelters smashed. Elsewhere in 93 it was the same: in Clichy-sous-Bois, in Blanc-Mesnil, in Sevran, in Bobigny, in Villepinte, etc. In Paris also, illegal spontaneous protests wreaked havoc (banks and estate agents had their windows broken). These scenes of revolt were more than justified; they were necessary. Just as much as the marches and assemblies of solidarity with Theo that were held in Aulnay and in many other towns over the country. Each person finds the way to express their rage and solidarity.

What these policemen subjected Theo to is utterly revolting and despicable.

And it reminds us that to varying degrees many of us have been attacked, beaten, humiliated, mutilated and/or injured by the police, or have even had our close ones murdered by police.

It also reminds us that, often being subject to a rape is accompanied by feelings of shame and guilt. But there is no shame in being raped. The shame is to rape.

The shame is to beat, to torture and to murder.

The shame is to be a police officer.

Because the abuses, the “misconduct” and the “errors” of the police are in reality integral elements to the functioning of the Police institution.

WE ALL HAVE REASONS TO HATE THE POLICE

The only thing that the police protects is the established order. Because the police were created to protect the State, it has always been in the service of power. And it exists precisely for that need.

Of course some cops are worse than others. But whatever their personal opinions, whatever their ability to empathise, police officers are all in the service of a class society lead by capitalists and politicians; a racist, sexist and homophobic society.

So then by social struggle, self-organisation and individual and collective revolt, let's refuse to submit to the State and to the police. Faced with discourses about ‘security’ and isolationism that try to divide us and set us

against each other, let's search for complicity and methods of mutual aid to break out of the categories they put us in. Whatever our social situation may be, our origins, our sex, our skin colour, our age, our neighbourhood, we won't turn our eyes away from police terror.

COPS, OUTSIDE OF OUR NEIGHBORHOODS, OUTSIDE OF OUR CITIES, OUTSIDE OF OUR LIVES !

February 2017

Some anarchists of Seine-Saint-Denis (93)

Contact : des-anarchistes-du-93@riseup.net

Translated from: [_](#)

via:linksunten.indymedia.org

March 20, 2017 at 05:53PM

Communiqué de Defcol à propos des convocations dans l'affaire de la voiture brûlée

Après les huit interpellations qui ont déjà eu lieu dans l'affaire de la voiture brûlée le 18 mai 2016, des convocations pour témoignage tombent ces derniers jours.

Après les huit interpellations qui ont déjà eu lieu dans [l'affaire de la voiture brûlée le 18 mai 2016 Quai de Valmy](#), la police et la justice continuent à chercher d'autres personnes pour les mettre en examen. Les flics de la 2eme DPJ, à Louis Blanc qui sont chargés de cette enquête et agissent sur commission rogatoire de la juge d'instruction, ont récemment lancé une série de convocations pour témoignage : [Convoqué par les flics, m'y rendre, ils peuvent toujours attendre !](#)

La présence sur les lieux des personnes appelées à témoigner est connue des flics par les contrôles d'identité aux abords de la manif le jour même ou les nombreuses images vidéo.

Dans le cadre d'une instruction, comme c'est le cas ici, le témoin est tenu de « comparaître » et de « déposer » (art 153 du code de procédure pénale). Autrement dit, la personne convoquée a obligation de se rendre à la convocation des flics et de répondre aux questions. La personne ne peut être retenue que le temps de cette déposition, si du moins il n'existe pas de « raison plausible de soupçonner » qu'elle a participé aux faits poursuivis... Cependant, si la personne ne se rend pas à la convocation sans « excuse » ou « justification », elle ne risque rien d'autre qu'une amende (de 3750 euros quand même). Pour que cette amende soit encourue, il faut cependant prouver que la convocation a bien été remise à la personne convoquée : or, les convocations sont envoyées par lettre simple...

Dans les faits, si on se rend à une telle convocation, la personne ne doit pas répondre « je n'ai rien à déclarer » (puisque le témoin est tenu de déposer, contrairement à la personne qui est en GAV), mais « je ne me souviens pas ». Il est en particulier possible de ne pas se souvenir d'avec qui on est allé à cette manif, ni ce qui on y a vu ou pas vu. Et après tout, il y avait tellement de manifs à cette époque, comment se souvenir de tout ? Les trous de mémoire ne sont pas des infractions.

Bien entendu, il y a toujours la menace que les flics découvrent soudain une raison qui leur semble « plausible » et collent le témoin en GAV pour l'aider à retrouver la mémoire. En principe interdite, cette pratique est courante. Dans ce cas, il est alors parfaitement légal et parfaitement conseillé de ne plus répondre du tout aux questions.

Avoir un nom d'avocat en tête avant de se rendre à une convocation est toujours une bonne idée.

Lors de ces auditions, les flics recoupent des informations qui paraissent anodines (sur l'ambiance ce jour-là ou autre) mais qui bout à bout peuvent mettre d'autres personnes en difficulté.

Ils n'hésitent pas à affirmer qu'en répondant à des questions qui ne semblent compromettre personne, les copain.ine.s incarcéré.e.s pourront sortir plus vite. C'est un moyen de pression comme un autre pour faire parler les gens...

Un exemple :

T'es sur que X n'était pas à cet endroit à ce moment là ?

J'en sais rien, , je me souviens pas...

Non mais tu vois, si il était là à ce moment, il n'a pas pu s'attaquer à la voiture juste après, du coup s'il était bien là ça l'innocente. Nous on veut juste la vérité hein ! S'il était bien là ça peut qu'aider X à sortir.

T'es vraiment sur, tu te souviens pas ?

Ben, euh, bon, oui, peut-être il me semble qu'il était là.

Sauf que X, lui, a peut-être déclaré qu'il était ailleurs à ce fameux moment. Ce qui donnera au procès :

Mais monsieur X, vous nous avez dit être présent à cet endroit, à ce moment. Mais plusieurs témoignages vous placent ailleurs... C'est donc que vous avez menti.

Et si vous avez menti là-dessus, c'est que vous avez du mentir sur tout le reste...

N'oublions pas que les personnes incarcérées le sont depuis plusieurs mois pour la plupart et que des témoignages recueillis 10 mois après les faits ne le sont pas dans le but de les libérer.

Le 18 mai 2016, en plein mouvement contre la loi travail et alors que les flics décident de manifester Place de la République contre « la haine anti-flic », un rassemblement contre les violences policières se fait déloger et part en manif sauvage vers le Canal Saint-Martin. Quai de Valmy, une voiture de police qui passait par là, croise par hasard la route du cortège. Ses vitres et pare-brises sont brisés et la voiture finit par brûler. Les deux flics qui étaient à l'intérieur laissent la voiture sur la chaussée et repartent à pieds « légèrement blessés » d'après la presse. Le jour même, la vidéo de la voiture brûlée tourne en boucle sur les chaînes infos et une instruction pour « tentative d'homicide » est ouverte. S'ensuivent plusieurs interpellations et aujourd'hui, ce sont huit personnes qui sont encore poursuivies dans cette affaire dont quatre sont incarcérées dans l'attente du procès.

Defcol

March 21, 2017 at 12:05PM

Pour un black bloc qui n'a plus rien à prouver

Un court texte pour préparer la manifestation de [ce dimanche 19 mars](#).

Le 19 mars aura lieu la marche pour la justice et la dignité, contre les violences policières et le racisme d'Etat. On espère tou.te.s qu'elle sera massive. Des familles de victimes de crimes policiers, rejoints par des dizaines d'organisations politiques et de signataires individuel.le.s, ont appelé à la tenue d'une marche non-violente, invitant à ce qu'y défile un cortège révolutionnaire. Si vous lisez ces lignes, c'est que vous envisagez certainement de prendre part à ce dernier, tant la nostalgie du « cortège de tête » semble forte dans les milieux militants parisiens. Oui, ces moments de conflictualité politique marquée, ces moments où on sentait qu'on faisait bloc, ces moments où on a cru voir la peur changer de camp, on voudrait les revivre. Mais il ne faudrait pas que la manifestation du 19 mars soit celle du 14 juin. Tout simplement car on a mieux à construire.

Depuis des années, certain.e.s militant.e.s associatif.ve.s en banlieue, et certain.e.s militant.e.s anti-autoritaires à Paris, cherchent à faire une jonction entre les banlieues et le petit milieu parisien. Le 11 février, à Bobigny, cette convergence entre la jeunesse des émeutes de 2005 et celle du CPE de 2006 a été esquissée, la convergence entre victimes de la police dans les quartiers populaires et victimes de la police issues du

mouvement social. Il faut la poursuivre. Et cela passe, pour nos groupes libertaires, par le respect de nos engagements. Si les familles des victimes appellent à une marche non violente, allons-y, masqué.e.s, mais en respectant cette idée d'être « non-violent.e.s ». On est dans le même camp, agissons ensemble. Nous faisons tou.te.s nôtres les mots d'ordre de l'appel pour la marche :

- ▶ *Parce que nous ne nous soumettrons pas à l'arbitraire du pouvoir,*
- ▶ *Parce que les mots « justice » et « dignité » ont encore un sens pour nous,*
- ▶ *Parce que nous pensons qu'il est primordial de nous organiser, ensemble, pour lutter contre la guerre faite aux pauvres, aux migrants, aux descendants de colonisés.*

D'où l'idée d'accepter un autre rapport à la violence que le nôtre. Et ce même si toutes les incarnations de tout ce que l'on déteste (banques, commissariats, agences d'intérim, etc.) se comptent par centaines sur notre chemin et ne demandent que des coups de masse. Si on écrit ce texte, c'est pour essayer d'accorder nos violons sur la question de la casse, en amont, car il sera compliqué de le faire dans le cortège. Quel meilleur spectacle pour les flics que de nous voir nous embrouiller autour d'un.e camarade en K-way noir en train de défoncer un abribus ?

« *Un black bloc qui ne casse rien, c'est plus vraiment un black bloc !* ». Et justement, si. Un cortège massif, imposant, sûr de lui, ça fait toujours son effet. Cela montrerait aussi qu'on est capables de respecter les souhaits de celles et ceux qui en appellent à notre solidarité, sans imposer à tou.te.s nos formes de révolte qui nous semblent, à nous, légitimes et nécessaires. Les black blocs outre-Rhin qu'on admire pour leur efficacité savent aussi, dans certaines circonstances, sortir sans rien casser, laissant les flics médisés devant l'absence de baston. Au printemps dernier, on a montré qu'on savait matérialiser les rapports de force dans la rue, notamment par la casse. Depuis, de nouveaux liens, de nouveaux groupes, de nouveaux lieux sont apparus. La séquence actuelle est différente, on aura d'autres occasions d'exprimer notre rage. On a d'autres choses à saboter que les efforts des gens qui, des deux côtés du périph, essayent de construire cette jonction tant attendue.

Rendez-vous le 19 mars, sous les masques.

Des ex et futurs membres du cortège de tête

March 21, 2017 at 12:06PM

Des interdictions de manifester le 19 mars...

Des interdictions "individuelles" de manifester [le 19 mars](#) ont été distribuées aujourd'hui. La source est fiable, il s'agit d'avocat.

March 21, 2017 at 12:06PM

18 mois ferme pour Yacouba Traoré, 15 mois ferme pour Dooum's

Communiqué du 15 mars 2017 du [comité La Vérité pour Adama](#)

Cet après midi, Yacouba Traoré et son ami "Dooum's" comparaissaient pour "violences en réunion". Yacouba s'est rendu de lui même à la gendarmerie de Pontoise lundi et a été placé en garde à vue. Il écope aujourd'hui d'une peine de 18 mois ferme et deux ans d'interdictions de Beaumont.

Dooum's a pour sa part écopé d'une peine de 15 mois ferme, alors qu'il suivait une formation de brancardier sur Paris. C'est son avenir qu'on a aujourd'hui tenté de ruiner. Nous sommes évidemment solidaires à sa famille.

Pour rappel des faits :

Adama a été accusé de faits grave à l'endroit de son co-détenu au cours de l'hiver 2015 lors de sa dernière détention. Ces accusations ne sont pas avérées, cette affaire avait été classée sans suite à l'époque. Le plaignant n'était pas crédible aux yeux des autorités. Il avait déjà eu recours à ses accusations sur d'autres détenus afin de changer de bâtiment. Mais c'est là une grave diffamation.

Cet après midi, Yacouba a reconnu devant la juge certains faits, mais sans avoir prémedité son acte. Il a reconnu lui avoir frappé d'un coup de poing cet homme alors qu'il avait croisé son chemin en se rendant l'anniversaire de son frère Youssouf. Nous nous rendons compte de la violence de son acte.

Nous tenons tout de même à rappeler le contexte atroce de ces derniers mois dans lequel vit Yacouba. Son acte vient du deuil qu'il doit porter, de l'épreuve de l'incarcération injuste de son frère Bagui et des horribles accusations qui pèsent à titre posthume sur son frère Adama.

C'est encore la mémoire d'Adama que l'on a désiré entacher. Certes, la famille Traore assume les erreurs commises mais plus que tout autre chose, elle demande Justice et continue le combat pour la Vérité. Nous demandons dans cette lutte que la mémoire de notre frère fils Adama soit respecté. Son honneur a été sali afin de discréditer notre combat. Adama est devenue le symbole de lutte contre les violences policières et l'on porte de graves accusations sur un homme mort dans une gendarmerie. Mais si Yacouba a agit dans l'impulsivité, le caractère prémedité de son acte n'a pas été retenue.

Il nous apparaît par ailleurs indispensable de soulever que la peine a été déclarée par la même juge qui a en décembre dernier condamné Bagui et Youssouf, alors qu'aucune preuve n'a été révélées lors du procès et que les mensonges des policiers ont été démontrés. La peine d'une extreme sévérité est à notre sens injuste et partielle compte tenu du passif de notre combat dans ce tribunal. C'est la même juge qui suit toutes les affaires de notre famille au cours des derniers fois. Nous soulevons alors la question du conflit d'intérêt.

S'il nous apparaît important de reconnaître les faits, il nous est d'autant plus honnête d'expliquer son acte par la situation désastreuse dans laquelle il vit depuis 8 mois. Il nous est important aussi de dénoncer les arrestations spectaculaires et disproportionnées de Youssouf et Cheikne lundi 13 mars au matin.

Lundi matin, Youssouf et Cheikne ont été interpellés et placés en garde à vue dès 6h du matin.

Cheikne a été arrêté alors qu'il prenait le bus pour se rendre au travail. Plusieurs voitures de gendarmes ont arrêté le bus, des gendarmes en civil étaient à bord. Ce n'était là qu'une mise en scène pour criminaliser notre frère. Il a été sortis du bus tel un criminel, une humiliation supplémentaire pour notre famille. Youssouf, déjà mis en cause sans aucune preuve l'hiver dernier, a été arrêté à son domicile, devant sa femme et sa fille, par une armada de gendarmes qui ont débarqué chez lui. Ces deux arrestations ont été traumatisantes pour nos frères, un lourd dispositif, inutile et disproportionné, a été déployé de part et d'autre de la ville pour leur interpellation. Plusieurs autres jeunes, les soutiens locaux de la famille, ont aussi été arrêtés par la gendarmerie. Il s'agit d'un moyen de priver la famille Traoré de son soutien local et de nous s'isoler. Ces pressions sont quotidiennes et doivent cesser.

Youssouf et Cheikne ont finis par être relâchés hier car aucune preuve n'avaient finalement motivé leur arrestation.

Plus grave encore, les gendarmes ont débarqué en nombre important chez la mère de Yacouba, également mère d'Adama, traumatisée par la perte de son fils depuis le 19 juillet. Elle a dû affronter la mort de son fils Adama dans les locaux de la gendarmerie, et elle s'est retrouvée réveillée brusquement par de nombreux gendarmes à son domicile, venus chercher son second fils. Le traumatisme est grave.

Nos différents domiciles familiaux ont d'ailleurs fait l'objet de violentes perquisitions.

Ces méthodes d'intimidation, de criminalisation tentent de noyer la famille et les proches, se retrouvant à devoir gérer les plus graves urgences, et ce depuis des semaines. Les traumatismes s'enchaînent. Les scènes les plus violentes pour notre famille n'illustrent que l'acharnement auquel nous faisons face. Ces

dernières arrestations et ces perquisitions ne sont que des représailles à notre lutte, à nos mobilisations et au combat que l'on mène pour la Vérité, la Justice et la Liberté depuis le 19 juillet.

On ne peut ignorer que les condamnations de Youssouf et Bagui le 14 décembre dernier se sont faites sur la base de faux témoignages et de preuves tronquées. On ne peut ignorer les différents mensonges qui ont servi à couvrir la mort de notre cher Adama. On ne peut pas ignorer non plus les victoires et les humiliations que nous avons fait subir aux institutions depuis 8 mois, pour la mémoire d'Adama.

C'est pourquoi, il apparaît que ces dernières accusations et la peine aujourd'hui prononcée ne sont que dans la continuité de la criminalisation de notre famille, destinée à détruire notre cellule familiale ainsi que notre santé. Yacouba est le benjamin de notre fratrie, il n'est âgé que de 20 ans, et c'est la première fois qu'il est condamné à une peine de prison ferme. Nous rappelons que Bagui refuse encore de s'alimenter pour contester les conditions de sa détention et les nouvelles charges qui pèsent sur lui.

Aucune, absolument aucune charge ne nous fera reculer, ni abandonner notre combat. Nous arriverons à faire ressortir la vérité de tous ces événements et nous saurons être plus efficaces que ces mêmes institutions qui ne cherchent qu'à nous faire flétrir.

Rien ne pourra nous faire reculer sur nos revendications : la mise en examen des gendarmes et la libération de Bagui.

Pas de Justice, pas de Paix

Vérité et Justice pour Adama

March 21, 2017 at 12:07PM

Pour une marche sans petits-maîtres

Un court texte au sujet de la manifestation de dimanche

Des familles de victimes de crimes policiers appellent à marcher le 19 mars à Paris, oui. Mais pas toutes. Par exemple, Salah Zaouia (Jawad, son fils, est mort à Bois-d'Arcy en 1996) a dit publiquement qu'il ne marchait pas. (La famille d'Adama Traoré n'est pas signataire de l'appel.) Un militant du Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB), qui entre autres actions, accompagne des familles de victimes de crimes policiers depuis une vingtaine d'années a également publiquement dit qu'il ne marchait pas. À celles et ceux qui partagent leurs arguments, on dit qu'ils et elles divisent leur propre camp, qu'ils et elles font des « embrouilles », ou encore que c'est un problème d'« égo ». Pourtant, la critique formulée est politique : elle porte sur la question de la récupération et de l'instrumentalisation. Une question particulièrement vive dans les mémoires militantes depuis la marche de 1983. Il ne devrait plus être nécessaire de rappeler qu'on ne veut « ni potes, ni papas ! »

Dans une tribune signée par « des militantes et militants de banlieue excédés par la *couscoussière parisienne et la nouvelle beurgeoise militante* », la responsabilité du Parti des Indigènes de la République (PIR) dans la constitution d'une alliance ouverte aux organisations politiques de gauche et à des artistes célèbres est clairement mise en cause, et le choix de cette tactique qui vise à occuper l'espace politique et médiatique est vivement critiquée.

[Un texte récemment publié](#) et signé par des « membres du cortège de tête » appelle à répondre à l'invitation que défile solidairement un cortège révolutionnaire. Les signataires demandent à celles et à ceux qui envisagent de prendre part à ce cortège de savoir, pour l'occasion, « sortir sans rien casser ». L'argument est le suivant : des engagements ont été pris, par « nos groupes libertaires », de respecter la tenue d'une marche non-violente, telle qu'appelée par les organisatrices et les organisateurs. Parmi les signataires de l'appel à marcher le 19 mars, on peut en effet noter la présence de l'Action-antifasciste Paris-Banlieue (AFA) ou encore de l'association « liberté pour Antonin ». Par définition, les groupes informels ne peuvent bien sûr pas en être.

Dans le texte *Pour un black bloc qui n'a plus rien à prouver*, la stratégie déclarée est de poursuivre « la convergence entre la jeunesse des émeutes de 2005 et celle du CPE de 2006 », et qui a été « esquissée » le 11 février à Bobigny. On n'a pourtant pas vu à Bobigny beaucoup de membres du cortège de tête, et on y a vu beaucoup d'émeutier.e.s banlieusard.e.s, sorti.e.s pour tout casser. Des anarchistes, parisien.ne.s et banlieusard.e.s, étaient également présent.e.s.

On peut être révolutionnaire, libertaire, et critiquer une tactique d'occupation de l'espace politique et médiatique. On peut être révolutionnaire et refuser de nourrir la gamelle des politicard.e.s en période électorale. On peut être révolutionnaire et se sentir très libre de ne pas « accorder nos violons » à celles et à ceux qui prétendent, en maintes occasions, donner le LA. *Ni potes, ni papas !* Et,



puisque des militant.e.s veulent marcher en paix, eh bien, qu'ils et elles tombent le masque, au sens propre ! La situation sera plus claire.

un marcheur dimanche

March 21, 2017 at 12:07PM

Notre radicalité ne s'incarne pas forcément toujours dans un brise-vitres.



Ce texte répond à ceux qui fleurissent sur le net pour donner à la marche pour la dignité des formes qu'elle ne s'est pas choisie, par opportunisme, par habitude ou par indifférence. Il pourrait s'adresser à n'importe qui, y compris des potes qui semblent n'avoir pas compris tous les enjeux de cette manifestation. Il commence en répondant à une question posée par un autre texte qui aimeraient être publié. Il fait aussi office d'appel à manifester.

Donc pour toi, les organisateur-ices de la marche sont "non-violent-es" ?

Intéressant. Ce débat est pourtant rarement, voire jamais, posé dans ces termes parmi les ami-es des collectifs vérité et justice (si si, des ami-es). Tu ne les connais pas, c'est évident. Et surtout, si tu penses que le débat autour de la marche du 19 est celui-là, c'est que tu ne sais pas ce qui anime réellement les proches de victimes et leurs soutiens. Tu ignores les liens de solidarité qui les unissent, leurs parcours individuels, les souffrances vécues, leur rage et la radicalité de leurs analyses. Tu ne vis pas la violence policière comme elle-eux, au quotidien, pour ce que tu es et non pour ce que tu fais. Toi, tu choisis le moment de la confrontation, ce n'est pas elle qui vient te choisir en bas de chez toi, de manière inattendue, alors que tu vas juste chercher ton pain. Tu penses qu'ils font confiance à la justice, ces cons de proches de victimes. Qu'est-ce qu'ils sont naïfs ! Ils ne comprennent rien. Toi par contre, tu niques la justice, t'es trop hyper conscient. Mais tu penses comme un "militant", comme quelqu'un qui a fait de son "engagement politique" un choix et non une nécessité face aux circonstances.

C'est insupportable. Insupportable de mépris et d'indifférence.

Vous avez dit « colonialisme » ?

Pour toi, les émeutes de banlieue, c'est 2005. Tu te souviens de Zyed et Bouna, alors que les jeunes des quartiers ne savent plus forcément qui ils sont. Demande-leur, si jamais tu les croises. En bas de chez elles/eux, le zbeul c'est régulièrement. Pour toi Théo est un cas particulier, pour elles/eux c'est une goutte de plus qui fait déborder le vase. Les mains dans le pantalon, les claques, les coups de matraque dans le ventre, les insultes racistes, pour elles/eux c'est tout le temps. Pour toi, peut-être, de temps en temps, si jamais tu te fais chopper dans la manif.

Dimanche, si tu fous le dawa dans la marche pour la dignité, c'est pas des "militant-es non violent-es" qui vont te tomber dessus, c'est tes propres potes, mais aussi et surtout des meufs et des gars de quartiers, les mêmes qui se tapent avec les keufs en bas de chez eux, les mêmes qui font de la zonz pour rien ou pas grand chose depuis qu'ils ont 15 ans, c'est leurs daron-nés qui en ont marre de voir des flics, souvent fils de prolo blancs racistes, débouler dans leur appart sans frapper à la porte, armés jusqu'aux dents, pour chercher de la came partout comme des fouines, les mêmes qui font la queue aux parloirs le samedi, qui triment depuis

leurs 16 ans pour gagner de quoi espérer un jour sortir de la barre HLM où leurs familles sont assignées depuis des décennies.

Les mêmes qui, quand leurs jeunes foutent le zbeul dans leur quartier pour combattre leur oppression quotidienne, les planquent quand ils fuient les keufs, viennent s'interposer physiquement avec les bacqueux qui les maltraitent, prennent à parti les politiciens qui viennent parader une fois l'an dans le 9.3 pour montrer qui est le chef.

Les mêmes qui veulent faire dimanche la démonstration, autrement plus symbolique que des coups de brise-vitres, du fait qu'ils ne se laisseront pas soumettre. Leur dignité face à la hogra qui cherche à les faire baisser les yeux et fermer leurs gueules.

« *Déborder la manif. Faire monter la pression. Assumer la casse* ». La casse, la casse, la casse. A force de le répéter, on ne sait plus pourquoi. On connaît si bien la chorégraphie, alors pourquoi donc changer le pas de danse, ne serait-ce qu'une fois ? Même l'émeute peut devenir confortable.

Le maintien de l'ordre te connaît. Il sait comment te prendre à revers, en blesser un pour faire fuir tous les autres, disperser la foule en saturant l'air de gaz, au moment choisi. Il te connaît, bien mieux que tu le connais. La flicaille voit tout d'au dessus, de dedans, prends des notes pendant tes réunions, boit des coups avec toi après la manif.

La radicalité est peut-être ailleurs. Les autonomes que tu admires (à juste titre, peut-être) disposaient des bombes et braquaient des banques, faisaient évader leurs potes, soutenaient les révoltes armées en Palestine, en Amérique du sud ou en Irlande, attaquaient des lieux de pouvoir et des commissariats quand on ne les y attendait pas. Mais pas seulement. Ils défilaient de temps en temps sans rien casser, parce que la manif est aussi autre chose qu'un moment d'affrontement. Il permet la rencontre, de se tenir côté à côté avec celui ou celle qu'on n'attendait pas, pour se renarder ailleurs, plus tard, loin des regards et des caméras, faire autre chose.

Mais pour ça, il faut apprendre à se parler, à se comprendre, à se mettre en retrait aussi.

Si tu écoutes, tu enterras la colère des darons et daronnes, leurs désirs de révolte, leur mépris des institutions, des flics, de la justice et de l'État. Tu enterras la solidarité, voire le communisme, qui transpire dans leur manière de concevoir la vie ensemble.

La question n'est pas de savoir si la manif doit partir ou non en sucette, mais de voir ce qui peut déstabiliser l'État et ses représentations lorsqu'on met ensemble des personnes que l'État veut voir séparées. L'État sait gérer les désordres publics, mais il ne sait pas contrôler les liens de solidarité informels qui se tissent au-delà de moments de symbiose collective. Ces liens-là, s'ils se renforcent et permettent le décloisonnement des banlieues, amèneront quelque chose d'éminemment plus subversif : une organisation sociale qui se passe de l'État.

Le débat violence / non-violence doit être aboli. Il est suggéré et alimenté par le pouvoir. Ce qui nous intéresse, c'est de donner corps à la colère qui nous anime face à l'injustice. Et quand on cherche la justice, on ne demande pas des solutions judiciaires à nos problèmes et conflits, mais on se bat pour obtenir ce qui nous semble juste.

Si je suis en colère, je peux me battre, casser, voire tuer si ma vie est en jeu. On est tou-tes violent-es lorsqu'il est nécessaire, calmes quand il le faut pour ne pas mettre notre liberté en jeu et notre vie en danger pour la seule symbolique de l'acte. Tout est une question de circonstances et non de stratégie.

Quand les flics viennent te chercher là où tu vis, tu te poses les questions autrement. Ta résistance prend d'autres formes, c'est tout.

Range ton ego et viens avec nous à la marche pour la dignité, on sabotera des trucs tou-tes ensemble à d'autres moments... et pourquoi pas dans la foulée, un peu plus tard dans la soirée et un peu plus loin...

March 21, 2017 at 12:07PM

Black bloc : pour la diversité des tactiques



« Ce n'est pas entre violence et non-violence que passe la grande différence, mais entre avoir ou ne pas avoir le goût du pouvoir. »

(Orwell, 1940)

La marche pour la justice et la dignité du 19.03.17 sera-t-elle placée sous le signe d'une énième offensive contre le principe de « respect de la diversité des tactiques » ? Depuis quelques temps, celles et ceux pour qui l'autonomie d'action et de décision est l'exigence première se voient opposer un certain nombre de truismes idéologiques plus ou moins élaborés : « vous voulez seulement foutre le bordel », « vous êtes porté(e)s par la nostalgie du cortège de tête », « on a mieux à construire », « on ne veut pas de votre violence », « vous imposez vos choix aux autres », « vous ne respectez pas le souhait des organisateurs ». Ces truismes se retrouvent dans les récents « appels » invitant à l'écrasement du pluralisme militant pour le 19 (Pour un black bloc qui n'a plus rien à prouver).

Ce texte à vocation à rappeler ou éclaircir un certain nombre de points :

- ▶ l'action directe au sein d'un Black Bloc (BB) est un choix tactique raisonné étranger à toute nostalgie ;
- ▶ les actions des BB n'entretiennent aucun lien avec la violence ;
- ▶ le principe de « respect de la diversité des tactiques » est l'une des pierres angulaires de la tactique BB.

Black Bloc et action directe

Initié en Allemagne au début des années 1980, repris et développé en Amérique du Nord à la fin des années 1990, en Europe au début des années 2000, durant le Printemps arabe (notamment en Égypte), en Amérique latine et dans différents pays asiatiques, le BB est un outil tactique recouvrant plusieurs objectifs et pratiques. Il permet, entre autres choses, de signaler la présence d'une critique radicale du capitalisme et de l'État libéral, de porter atteinte aux infrastructures incarnant ou contribuant à la domination, et/ou d'inscrire dans l'espace urbain un message anticapitaliste/anti-autoritaire. Loin d'être l'expression d'un « folklore anarchiste occidental » porté par seulement quelques micro-collectifs, le BB est une pratique collective complexe s'ancrant dans une stratégie plus globale d'action directe.

Ces trois dernières décennies ont vu se multiplier les appels internationaux à l'action directe. L'Action Mondiale des Peuples (réseau anticapitaliste fondé en 1998 et proche des rebelles zapatistes) appelait par exemple – il y a presque 20 ans maintenant ! – à adopter une « attitude de confrontation [contre l'idée que] le « lobbying » puisse avoir un impact majeur sur des organisations à tel point partiales et antidémocratiques », et à avoir recours [« à l'action directe et à la désobéissance civile \[...\] mettant en avant des formes de résistance qui maximisent le respect pour la vie et pour les droits des peuples opprimés, ainsi qu'à la construction d'alternatives locales au capitalisme mondial »](#). Les objectifs et pratiques d'un BB s'inscrivent pleinement dans un tel appel.

Black Bloc et violence

La littérature scientifique sur l'agression humaine propose comme définition de la violence tout comportement intentionnel d'agression dont le but et la conséquence sont une atteinte sévère à l'intégrité physique d'autrui (comme la mutilation, le viol et le meurtre ; Anderson & Bushman, 2002 ; Geen, 2001). La violence est suffisamment pratiquée par les forces de l'ordre en France pour [inquiéter l'UN Committee Against Torture](#). En revanche, il n'y a aucune donnée disponible indiquant qu'un BB n'ait jamais exercé la moindre violence (viol d'une policière, mutilation d'un CRS, assassinat d'un gendarme).

Ainsi, l'état actuel des connaissances ne permet pas de considérer la dégradation de biens matériels comme relevant de la violence, et démontre que celle-ci ne fait pas partie de l'arsenal tactique des BB. Les discours médiatiques, étatiques et militants affirmant le contraire relèvent au mieux de l'ignorance, au pire de la malhonnêteté intellectuelle. Comme le souligne Graeber (2002), c'est bien le faible degré d'une « violence qui ne tue personne » qui déstabilise les dominants car « les gouvernements ne savent simplement pas comment

réagir face à un mouvement ouvertement révolutionnaire qui refuse de tomber dans les attitudes convenues de la résistance armée ».

Diversité des tactiques

Le respect de la diversité et de l'autonomie des manifestant(e)s est activement promu par les Autonomes allemands et les anarchistes « traditionnels », qui ont également en commun le mépris pour les entités voulant contrôler et mettre au pas des militant.e.s « au nom d'une rationalité et d'une perspicacité politiques plus élevées » (Dupuis-Déri, 2007). Des camarades insistent sur la nécessité de respecter leur choix de la « non-violence » pour le 19. Comme le fait Dupuis-Déri (2007), nous rappellerons que « là où l'anarchisme se distingue des autres idéologies politiques, ce n'est pas tant dans sa justification ou sa condamnation du recours à la force en politique que dans son respect profond pour la liberté individuelle et l'égalité ». C'est notamment pour cette raison que le principe de diversité des tactiques a été soutenu, valorisant l'autonomie politique et reconnaissant l'hétérogénéité des formes de contestation au sein d'un même mouvement. Ces mêmes camarades arguent que la « non-violence » serait le choix des organisateurs. Nous rappellerons encore que la tolérance pour la diversité des tactiques « signifie que les organisateurs des manifestations ne se pensent pas comme des chefs à qui l'on doit obéissance, mais considèrent au contraire que chaque citoyen peut décider de la façon qui lui convient d'exprimer ses opinions politiques » (Dupuis-Déri, 2007). Malheureusement, cette approche est intolérable pour les groupes réformistes mais également pour certains collectifs se disant « anti-autoritaires » (voir la polémique autour du CLAACG8). Malgré un discours débordant de références au respect, à l'égalité et à la participation citoyenne, rares sont les organisations qui respectent la diversité tactique et promeuvent le pluralisme militant. La tension autour du 19 nous le rappelle tristement.

Autoritarisme de « gauche »

Il n'est pas question de renoncer à ce respect de la diversité des tactiques, au respect de l'autonomie d'action et de décision, autant d'exigences traditionnellement portées par les participant(e)s aux BB des contre-sommets (Barrette, 2002). On culpabilise les BB en évoquant les possibles conséquences répressives de leurs actions pour l'ensemble du cortège et les familles de victimes. Doit-on rappeler que de nombreux crimes de guerre ont été justifiés de la même manière (de Pétain à Kabila en passant par Pinochet), c'est-à-dire en soutenant que les actions de résistance sont in fine responsables des violences militaro-policières à l'encontre des populations civiles ? Ce sont bien les violences étatiques qui motivent les actions de résistance et non l'inverse. Et s'il faut en référer au printemps dernier et au « cortège de tête », c'est précisément la compréhension que notre sécurité repose sur la solidarité que nous y avons gagnée.

Le pluralisme militant ne manquera pas de s'exprimer lors de la marche du 19. Et la question qui cristallise notre attention aujourd'hui, plutôt que celle d'un modèle de conduite à imposer à un BB, question dont nous espérons avoir fait comprendre qu'elle n'a pas de sens, est celle de la tentation autoritaire de certains individus ou collectifs face à la pluralité en acte. Des personnes suggèrent que le recours à la force pour l'expression de nos opinions politiques le 19 nous exposera à une sanction physique de la part d'autres manifestants. Nous retrouvons cette menace dans le texte publié sur Paris-Luttes.info le 14 mars « Pour un black bloc qui n'a plus rien à prouver » (de manière implicite dans le corps du texte, de manière plus explicite dans les commentaires). Devons-nous craindre l'intervention d'une milice (formelle à la manière d'un S.O. ou informelle) dont la fonction serait de sanctionner physiquement celles et ceux dont les choix tactiques ne cadreraient pas avec le dogme de la « non-violence » (sic) ? Faudra-t-il définir ses choix tactiques à partir de cette crainte ? Doit-on anticiper la culpabilisation des victimes de cette milice ? Une telle situation ne saurait être tolérée là où l'on est en droit d'attendre bienveillance, liberté et solidarité. Autant de qualités qui ont toujours animées les BB.

Conclusion

Difficile de ne pas s'étonner face à l'opacité, à la véhémence, et aux implicites parfois agressifs d'un discours survalorisant la « non-violence ». Le BB n'a jamais eu à prouver sa respectabilité (auprès de qui, et dans quel

but ?), n'a jamais évalué ses actions à l'aulne des commentaires mass-médiatiques (pour celles et ceux qui s'inquiéteraient du traitement médiatique du 19), ne s'est jamais aliéné à un calendrier (pré-)électoral (pour celles et ceux qui appellent à ne pas « faire le jeu du F.N. »). Depuis plusieurs mois, nous sommes confronté.e.s à des personnes dont les valeurs sont antagonistes à celles du BB, et qui pourtant endossent certains de ses traits (dans les slogans, parfois les actes, et surtout dans la tenue vestimentaire). Nous nous interrogeons donc sur une éventuelle dynamique de récupération culturelle par des militant.e.s dont les pratiques et valeurs semblent plus compatibles avec un certain « citoyennisme ». Plutôt que d'exiger une réforme des valeurs et pratiques du BB, des personnes souhaitant privilégier une démarche offensive mais ne se reconnaissant pas dans le BB ont créé à l'occasion de contre-sommets des blocs alternatifs (Blocs Blancs, Carnaval Blocs). Nous encourageons une telle démarche en lieu et place d'une crispation inutile autour du BB.

March 21, 2017 at 12:08PM

Sur le reportage "nous sommes tous des casseurs"

Quand France Télévision et des journalistes qu'on pense être des amis servent, consciemment ou non, la soupe de l'Etat.

Thierry Vincent, journaliste pour France Télévision, s'incruste depuis un temps certain dans les lieux et rassemblements politiques pour mieux se faire accepter et construire paisiblement des reportages visant à amener au grand écran des analyses scabreuses sur les milieux anarchistes et autonomes.

Son dernier forfait en date est le reportage « Envoyé Spécial » intitulé « Nous sommes tous des casseurs ». Dès les premières minutes du film, le journaliste fait l'aveu de son opportunisme : « *Pour être au cœur de ces affrontements, je me suis équipé comme ces militants radicaux [...] Pour me faire accepter plus facilement, j'ai filmé seul avec une petite caméra. Après plusieurs mois de manifestations et de prise de contact, les militants radicaux ont fini par me laisser filmer des images au plus près de l'action* »

Il a bénéficié notamment de la connivence répétée de celles et ceux qui ont participé à construire l'imaginaire médiatique du cortège de tête et de ses représentations « insurrectionnalistes », comme en attestent les interviews données dans le reportage par des membres de l'AFA [min 20:00] et du MILI [min 24:30]

Nombreux sont celles et ceux qui savent que cette même connivence a permis que les images de Thierry Vincent se retrouvent dans le dossier d'instruction de l'affaire du 18 mai. Le journaliste se garde bien pourtant de les réutiliser dans le reportage lui-même, où la séquence revenant sur l'attaque de la voiture reprend, entre deux séquences tournées par lui-même [minutes 2:53 à 3:45], les images tournées par d'autres que tout le monde a vu dans les médias.

Certes, on pourra se rassurer en disant qu'il ne les a pas remise directement aux flics. Ce qui est loin d'être le cas de ses collègues.

➤ Lire aussi : [Communiqué Defcol, pour couper court aux rumeurs dans l'affaire de la voiture brûlée](#)

L'un d'eux notamment, à qui Thierry Vincent fait la part belle dans son reportage, est présenté et interrogé à la 31ème minute : « *Laurent Bortolussi est l'auteur de ces images. Fondateur de l'agence Line Press, il est spécialisé dans le suivi de manif, 28 ans d'expérience au compteur. Il est le seul journaliste à avoir suivi l'ensemble des affrontements devant l'hôpital Necker. Ce jour-là il se trouve au cœur du Black Bloc* »

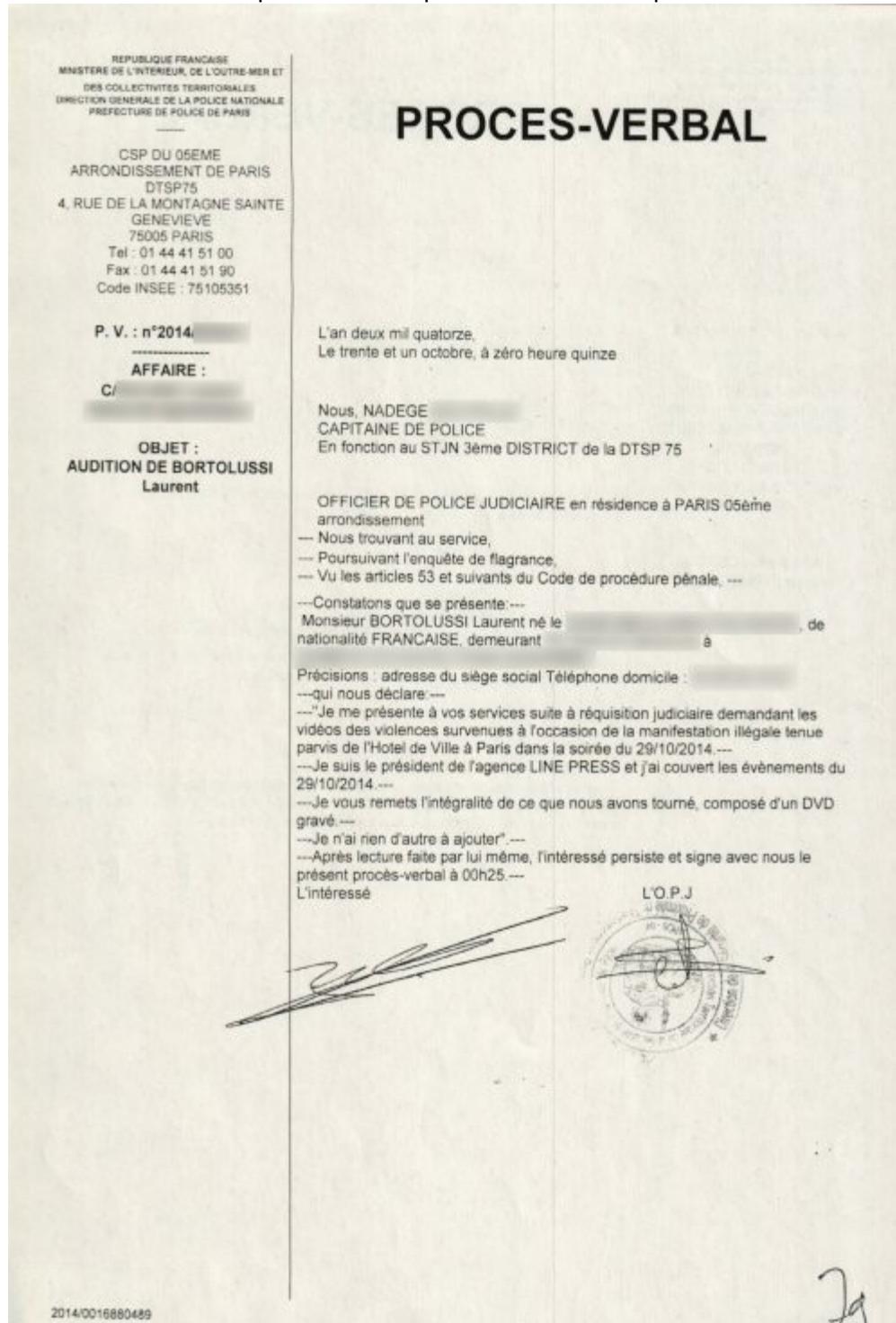
A la 32ème minute du reportage, on le voit siéger dans son grand bureau et nous affirmer sans trembler que « *si les individus [langage policier] avaient attaqué l'hôpital Necker, nous ne nous serions pas générés une seule seconde pour le filmer et leur montrer... le montrer. C'est notre métier de montrer ce qu'il se passe* ».

Notons que le lapsus dans sa phrase est assez révélateur de sa collaboration avec les enquêteurs de la police judiciaire. Collé au plus près des affrontements, s'interdisant toute censure, il n'a pas hésité par le passé à filer



l'ensemble de ses rushs sur DVD aux services de police, ce qui lui a valu d'être malmené plus d'une fois par des manifestant-es qui ne trouvaient pas cool de le croiser dans des moments de tension avec les forces de l'ordre.

Un extrait de dossier pénal dans lequel Laurent aide la police :



Ses images ont notamment aidé

le ministère de l'intérieur à constituer les 58 dossiers remis au procureur de la république dans le but de poursuivre pénalement les personnes ayant participé à la manifestation en solidarité avec les migrants du 22 novembre 2015, interdite suite à l'adoption de l'état d'urgence. Le rôle joué par les images de Line Press est confirmé par les notes blanches sur lesquelles se fondent les mesures administratives qui ont été prises au cours des mois suivants :

(1) a participé, le 22 novembre, place de la Bastille (11^{ème}), à un rassemblement interdit en faveur des migrants, à l'issue duquel un groupe de militants radicaux a forcé le dispositif policier, *puis défilé jusqu'à la place de la République*.

A cette occasion, [redacted] a été identifié et remarqué comme l'un des principaux meneurs de la contestation.

L'intéressé apparaît, à plusieurs reprises, sur un film mis en ligne sur *Youtube*, par le média *Line Press*.

Comme d'autres journalistes

prétendument indépendants ou sympathisants, Vincent et Laurent croient réhabiliter nos pratiques radicales, tout en servant sur un plateau au public de leurs reportages tous les arguments du discrédit.

« *Ces émeutiers sont généralement hostiles aux médias, qu'ils considèrent comme complices du système* » [5:00] ; « *La plupart des militants radicaux refusent d'être interviewés à visage découvert par peur d'être identifiés par la police* » [6:30]

Reconnaissant l'impossibilité de recueillir la parole des personnes qui incarnent politiquement les idées et pratiques radicales du « black bloc » ou des « cortèges de tête », ils se rabattent le plus souvent sur des personnes un peu novices ou fascinées, voire malhonnêtes, pêchées dans la foule et qui peinent à exprimer devant la caméra la sincérité et la force de leurs convictions. On en retient essentiellement qu'elles sont « contre le système » et qu'elles sont prêtes à se la mettre avec les flics.

Personne n'ignore que les propos des un-es et des autres sont souvent réajustés et redéposés dans le montage final de manière à les vider un peu plus de leur sens. C'est dommage de voir des personnes de bonne foi se laisser humilier par un journaliste à mille lieux de comprendre les tenants et aboutissants de leur engagement personnel et de leurs motivations réelles. Il est tout bonnement impossible, dans un entretien d'une minute trente, de retransmettre la complexité de nos réflexions et de ne pas laisser nos contradictions apparaître à l'écran comme de la naïveté ou de la bêtise.

Le journaliste arrive alors à faire dire à l'interviewé-e tout ce qui devrait être tu, notamment qu'on "affronte des flics", qu'on "serait prêt à tuer" ou qu'on "n'a pas de base idéologique ou théorique claire". En bref, on est prêts à faire à peu près tout et n'importe quoi, sans savoir tout à fait pourquoi on le fait.

Puis, pour réussir à étayer un tant soit peu le propos, le journaliste préleve un échantillon de « militants pacifistes » (donc raisonnables) pour leur faire dire qu'ils soutiennent les « casseurs », histoire de parler au nom des premier-es concerné-es, renforçant cette idée que les « militants radicaux » ne sont qu'une force de frappe et qu'il revient à d'autres d'expliquer leur utilité. Ainsi, pour son reportage, Thierry est allé nous trouver une ancienne députée européenne devenue finalement « députée du black bloc ». On la trouve forcément très sympathique (quoi de plus classe qu'une soc-dem devenue anarchiste ?), ce qui ne permet pas pour autant de comprendre ce que sont ces « émeutiers casseurs black blocs d'extrême gauche radicale ».

Au final, Thierry prétendait nous expliquer « *qui se cache derrière ces cagoules et ces vêtements noirs ? Qui sont ces émeutiers d'extrême gauche, ces black blocs comme on dit ?* » et si « *ces mystérieux casseurs ont-ils un projet politique ?* », mais il participe de l'immense farce médiatique consistant à renforcer encore un peu plus le discours policier.

D'ailleurs, on s'en fout complètement de savoir qui se cache derrière les cagoules. Thierry, si on met des cagoules, c'est pas pour que tu tires dessus !

Alors que les suites judiciaires du mouvement social de l'an dernier n'en finissent pas de s'abattre, il n'est pas inutile de rappeler que chacun joue un rôle dans la défense collective, et que celle-ci commence par la nécessité de clarifier des lignes politiques, parce qu'il ne suffit pas de se dire « indigné-e » ou « ingouvernable » pour construire un mouvement révolutionnaire et/ou autogestionnaire.

Et cette clarté politique ne peut s'accorder de collaborations avec des personnes qui participent à nous mettre en danger. Les journalistes d'image, mais pas seulement...

Letter bomb explodes inside IMF offices in Paris, another 8 devices suspected in the post (France, Greece)

19.03.17: A day after [the German Ministry of Finance received a fully functioning Conspiracy of Cells of Fire / FAI parcel bomb addressed to Wolfgang Schäuble, Finance Minister](#), the Parisian offices of the International Monetary Fund (IMF) also received a similar explosive device which was not detected by security. It exploded upon opening, injuring a female employee with burns to the face and arms. Her injuries are not life threatening. The incident caused a wave of reaction as the embattled French State activated public security protocols, sealing off the area with armed anti-terrorist teams and instigating a large, now cross-border investigation with Greek involvement. The current French President made a statement about the attack which was picked up by the mass media, spreading further the idea-virus of insurrectional violence directed at those who are responsible for the ruination of the planet and the economic exploitation of billions of people which results in countless deaths, suicides and miserable existences. The French State is already in a declared state of emergency with army units patrolling the streets during the ongoing presidential election and coping with riots against police brutality and corruption.

Evidence of Greek stamps on the remnants of the device and the fact that a Greek return address was attached have become part of the official investigation, as the letter-bomb was confirmed by the Greek Minister for Public Order, Nikos Toskas, to have been sent from Greece. The bomb was designated for the IMF's European representative, Jeffrey Franks, who has worked for the IMF for 24 years and has been director of the IMF's Europe office since March 2015. The attack has not yet been claimed by those responsible, but Greek intelligence officials believe it to be the work of the Conspiracy of Cells of Fire. Embassies, financial institutions, branches of the Greek Post Office and all European ministries have been put on alert. Greek police are posting orders for sweeping controls on packages, for those leaving Greece and also interior, as it has not been established that a Greek target will not be next. According to the Greek police, the packages were sent with low amounts of explosive which defeated the X-Ray machines in the airport of Athens. The parcels have a reduced weight, volume and size, with realistic return sender-name and addresses to add to the deception. According to their research of postal records and security footage, Greek intelligence officials believe that up to another 8 similarly functional bombs may have been sent from post offices in Athens and are inbound to targets all over Europe...

Long live CCF / FAI-FRI

Long live Anarchy

(via [325](#))

Grèce

Greece: Responsibility claim for arson attacks against the homes of cops Ethimis Efthimiadis and Ilias Hajis

Lambros Foundas lives through our flames

Responsibility claim for the attacks on the houses of cops Ethimis Efthimiadis and Ilias Hajis.

On March 10th 2010, anarchist and member of Revolutionary Struggle Lambros Foundas is executed in Dafni during the expropriation of a vehicle that was going to be used in an act of revolutionary violence of

the organization. The arson of the residences of cops Ethimis Efthimiadis on 20 Kiprou street in Agios Pavlos, and Ilias Hajis on 17 Papanastasiou street in Sikies, Thessaloniki in the early hours of March 9th, is our minimal homage to the memory of a comrade who was killed by the shots of the metropolitan occupation army of democracy, fighting for the Revolution. Dead fighters are the reason and cause of the continuation of our revolutionary struggle. On Thursday January 5th, are arrested the members of Revolutionary Struggle Pola Roupa and Kostandina Athanasopoulou. During the arrest of comrade Pola, the hooded cops of the anti-Terrorist force kidnap her 6year old son and with the order of the Prosecutor of Minors Nikolou, transfer him to the psychiatric wing of 'Pedon' hospital, under guard. The 3 members of R.S., Pola Roupa, Kostantina Athanasopoulou and Nikos Maziotis, from the first moment of their arrests begin a hunger-thirst strike, demanding the immediate release of the 6year old child and the custody be given to the relatives.

The message is clear: Against the stubbornness of revolutionaries, repression deploys its filthiest and most unethical weapons. However this despicable attempt by the mechanisms, to extort and take revenge from those arrested, found opposite it the determination of the 3 members of R.S. as well as the dynamic of the multiform struggle which through a series of actions of political support and aggressive solidarity, together raised a temporary mound to the vulgarity of repression. All the action of the R.S. can be summoned in the application of a steady revolutionary strategy of destabilizing the regime. The 3 repressive strikes against the organization after the execution of comrade Lambros Foundas and the targeting of a wider circle of individuals based on contact and the relationships they had with members of the organization, the 1 million euro bounty on two members, the injury during the arrest of comrade Nikos Maziotis in Monastiraki, the kidnapping of a 6year old child, the recent threats against comrade Pola (plan to murder her, and the bribery attempt by the member of the european parliament for Syriza, Kostandina Kouneva) and the refusal to grant furlough to comrade Kostas Gournas illustrate the fear of authority towards the strategy of armed struggle.

In the summer of 2002 authority attempted, through the arrests of members of the 17November organization, to impose the fear of resistance and futility of armed propaganda. The bang from the explosion of R.S.'s bomb at the courts of Evelpidon in the early hours of September 5th 2003 was the end of this tranquility, order and security. 14 years later, authority attempts to impose the same futility. History calls us to prove once more that they are wrong.

Lets organize our collective self-defence, from which will arise aggressive formations of revolutionary violence.

Violence to the violence expressed by the repressive mechanisms in the name of order and security against the fighting parts.

Blood for the blood of the dead revolutionaries from internationalized repression.

Attack with all means on the carriers and representatives of repression. Attack through the struggles and demonstrations, attack on the centres of decision-making and police stations, attack their homes.

Solidarity to the imprisoned fighters and rebels around the earth, from Standing Rock in Dakota to the flaming french suburbs.

As for Tsoutsouvis, Kassimis, Foundas, Morales, and every dead revolutionary, **the struggle continues**.

Anarchist Action organization.

(via [Athens Indymedia](#), translated by [Act For Freedom Now](#))

Athens, Greece – Demo Against Evictions Of Squats Attacked By Cops

via:[runningwild.noblogs.](#)



2017/03/14

Today the the 'left-wing' Syriza government revealed once more its total capitulation and authoritarianism by evicting two squats in Athens, Greece. More than 200 people were detained during the evictions, with about 100 of them being released again. Refugees with papers were released, while "non-citizens" without papers will be sent to hotspots/camps. The Greek state also raided a self-organized center in the city of Agrinio. The cops vandalized the venue and stole 600€. Several thousand people protested in Athens against the evictions where clashes broke out after cops attacked the demonstration with tear gas.

Image: Clashes in Athens, Greece tonight.

The Refugee Accommodation Space, City Plaza's statement:

Repression will not put an end to the squat movement

The evacuation of Villa Zografou and the Alkiviadou squat by police is an act of extreme state authoritarianism. The SYRIZA-ANEL government quickly aligned itself with far-right voices screaming for more repression. While refugees are crammed inside terrible camps, while enormous sums of money are being wasted, while the city is suffocating from the lack of free, non-commercial spaces, the government is opting for a policy of police violence and social suffocation.

Yet they are mistaken if they believe they can crush the squat movement with riot police and district attorneys. The struggle for solidarity and dignity will continue unabated. It is a Social need, it is a political choice.

Refugee Accommodation Space City Plaza

The call for tonight's demonstration against the evictions was published on squat.net and voidnetwork.gr, as well as other independent media and social networks.

Statement from Void Network:

Two Social Centers In Athens Under Attack / Solidarity Announcement

The repression of social liberation movement and the destruction of the occupied spaces of refugees and immigrants will not be left unanswered. The Greek Left government chose at the dawn of 13/03/2017 to listen to the commands of the conservative right and the neo-liberal Media of Mass Manipulation and attack two occupations of the broader social movement in Athens, Greece. Police raids are an ideal example of the policy imposed by the domination during our era: when we sleep the State continues working against all of us. The occupation at the beginning of Acharnon Street, very near to the old Villa Amalias squat in the center of Athens was – with the joys and sorrows of the past year-, a real school for all the local solidarity activists that took part in the titanic struggle offering assistance to refugees outside the mechanisms of the regime, as humans to humans over the last years. The occupation of Acharnon was the first example of direct, autonomous and unmediated self-organization of refugees without the presence and participation of local activists. It was a self-organized space of immigrants and refugees by themselves for themselves and this is why it was hit directly by the state.

The occupied park and castle of Villa Zografou in the Zografou area was an important social center of the neighborhood and with a very strong involvement in the uprising of 2008 and the movements that followed until the final uprising of February 12, 2012. At a time of recession for the movements and of the general inaction of society, the State comes to get back every corner conquered by the social movements at a time when they tried to give answers to the capitalist, predatory raids misleadingly named by our oppressors as "CRISIS".

The fraud of the representation of popular interests in parliament by ridiculous politicians and sold out parties already ended at Syntagma Square in the summer of 2011. The massive illusion of the desperate majority that Syriza would "save us" has ended long ago. This attack on the social centers is yet more proof that the left government is nothing more than another form of antisocial "social democracy" in front of us. Syriza is a zombie of PASOK, and while it is dying it continues to grasp at the defense of its own power, and every minute that passes the future of this society is mortgaged away.

The parliament stinks of the plague and those who want to support it with their backs and to irrigate it with their blood have to know that they live at the expense of their children and that they CHILDREN WILL GIVE THEIR ANSWERS. The Future will defend its rights and THE FUTURE BELONGS TO THOSE WHO ARE STRUGGLING.

Re-occupation of all occupations hit by the State – Create squats and social centers across the country in all possible and unlikely places – Liberation of everyday life from all stupid social responsibilities and conventions – Refuse the dominant culture – Recruitment towards the social movements of our time – Support of the movement's for the spaces with our daily participation

SYMBIOSIS / EQUALITY / TOTAL FREEDOM

Participate at the demonstrations organised in defense of the squats and social centers

Monday 13/3 at 18.00 Gardenia sq. Zografou area / 6th bus stand – BUS 230, 608,235.

VOID NETWORK [Theory, Utopia, Empathy, Ephemeral Arts] <http://voidnetwork.gr>

Conspiracy of Cells of Fire – Nemesis Project – Act 2

Nine Years after the first appearance of the Conspiracy of Cells of Fire in January 2008.

After more than 300 attacks against targets of domination that resulted in tens of millions of euros in damage and the transferring of fear to the camp of power.

After more than 60 arrests of comrades and other individuals over the years who have been accused of being our members and the thousands of years of imprisonment imposed upon them.

After so many times that Ministers and Police Chiefs have declared in the media that they have managed to 'dismantle' us and that "the CCF is finished."

After the inclusion of the CCF in lists of 'terrorist' organizations by the State Department in the US and by Europol in the EU.

...we continue even louder.

With the creation of an international conspiratorial network of FAI and CCF cells in dozens of countries that have carried out and continue to carry out guerrilla attacks.

With even greater passion and tenacity to not only attack the infrastructure of the system but also the people in power.

Always against social apathy.

Always against the oppressors of our lives.

Still they cannot understand that the CCF is an idea and that the idea cannot be imprisoned because it is like the Hydra. For each comrade that is imprisoned, new comrades are ready to take their place and continue on the path of attack.

We still have the rage...

We sent a booby-trapped parcel bomb to the German Minister of Finance within the context of the campaign of the second act of Project Nemesis.

A communiqué will follow in the coming months.

Comradely greetings to the FAI direct action groups in [Chile](#) and [Greece](#) for their contributions to [Project Nemesis](#).

Rebellious greetings to the FAI comrades in Italy and the imprisoned members of CCF in Greece that continue to be unrepentant. Forward for the Black International of Anarchists of Praxis.

Nothing has ended, everything continues.

LONG LIVE ANARCHY

Conspiracy of Cells of Fire / FAI

(via [Athens IMC](#), translated by [Insurrection News](#))

Italie

Italy – Anarchist comrades Anna, and valentina arrested following operation Scripta Manent, was transferred to Rebibbia prison

We learn about anarchist prisoners Anna Beniamino, and Valentina Speziale arrested following operation "Scripta Manent", having been transferred to Rebibbia prison in Rome.

To write to Anna and Valentina:

C.C. Rebibbia

Via Bartolo Longo 92

00156 Rome

Italy

CNA

Genoa, Italy –Ladisa Ltd. vehicles set on fire against raids and in solidarity with the anarchist comrades imprisoned in AS2 units

Claim:

"LADISA Ltd. gets rich on the skins of undocumented migrants and collaborates with the CIEs. Genoa, night of 16/02, 3 LADISA company vans are set on fire against the Ministry of Interior's latest programme of raids and the agreements between Italy and Libya and Italy and Nigeria concerning the deportation and imprisonment of migrants in detention camps in their countries of origin. Solidarity with the anarchists imprisoned in AS2 units. Revenge for all the men and women killed by borders."

Suisse

Swiss: eco-anarchist Marco Camenisch free! (10/03/2017)

March 10th, 2017 — We learn from the Red Aid that — finally — Marco Camenisch has completed the process of “gradual release”. The comrade Marco Camenisch is free!

Libération de Marco Camenisch !

Marco Camenisch est libre !

10 mars 2017. Nous apprenons du Secours Rouge qu'enfin Marco Camenisch a fini le processus de « sortie graduelle » de prison. Cela faisait près de 25 ans qu'il était incarcéré pour plusieurs attaques incendiaires d'infrastructures écocides du capital et de l'Etat, et notamment pour avoir tiré sur un policier lors d'un contrôle.

Uruguay

Montevideo, Uruguay : Attaque incendiaire au parking de l'entreprise Multicar

Communiqué recu le 13/03/2017

À l'aube passée, nous avons attaqués le parking de l'entreprise de location de voitures Multicar Rent A Car à Montevideo. Nous ne pouvons préciser l'amplitude des dégâts mais si nous sommes sûrs que notre attaque fut précise et une partie de la flotte de l'entreprise fut partiellement endommagée.

La motivation de cette attaque a à voir avec le rôle de cette entreprise qui fonctionne, non seulement en promouvant le luxe et l'opulence des voitures de toutes les gammes et offre des services spécifique pour le tourisme (peut-être une des entreprises les plus dévastatrices) sinon aussi le rôle complice explicite de multiples entreprises publiques et privées, nationales et étrangères à qui elle offre des infrastructures pour développer ses taches d'exploitations et contrôle social. Depuis ce lieu, Multicar fonctionne comme une des compagnie privée de l'État qui maintenant appuie avec ses véhicules de remorquage et pique la propre Intendance de Montevideo dans sa tache harcèlement à la citoyenneté

Nous profitons de ce communiqué pour inviter tous les compagnon.ne.s du territoire à exprimer leur dissidence et leur rage à travers l'action directe insurrectionnelle. C'est facile, divertissant, pertinent et nécessaire.

Santé et on se voit dans la rue !

Cellule Autonome Spontanée

Chuk Palaniuk

en [espagnol](#)

March 20, 2017 at 05:40PM

USA

Bloomington, Indiana: Sabotage in memory of Lambros Foundas (USA)

Received on 15.03.17:

A few nights ago we sabotaged about 50 parking meters by gluing their locks, coin slots, and card readers. This was a simple act which took no specialized skill. Get some superglue, cover your face, keep your eyes peeled for cops or loyal citizens, and act.

These parking meters were targeted because they fund the Bloomington Police Department and because they force people to pay to be downtown. We hate the police and we hate gentrification and class society, so we chose to attack them.

We act as a gesture of combative memory for Lambros Foundas, anarchist of Revolutionary Struggle killed by the forces of the Greek state on March 10, 2010. Our memory is not one of passive mourning or martyrdom, but of active struggle against the state, capital, and domination in all of its forms. The flame of Lambros' life kept us warm as we walked through the winter night, and we will carry that flame with us in all parts of our lives, which are lived at war with this society of masters and slaves.

We send strength to all anarchist combatants held captive in the dungeons of the Greek state.

We send solidarity to all those facing the state's latest attacks against squatters, anarchists, and refugees: we are inspired by your refusal to be paralyzed.

For Lambros

Long live anarchy

[Add a Comment](#)

March 20, 2017 at 05:41PM

Los Angeles, CA: Eco-activists Vandalize Trump Golf Course

The post [Los Angeles, CA: Eco-activists Vandalize Trump Golf Course](#) appeared first on [IT'S GOING DOWN](#). Several media outlets are reporting that a group of environmental activists did a massive nocturnal redecoration job on the Trump National Golf Club in Rancho Palos Verdes, CA. Under cover of night, a group of anonymous individuals snuck onto the \$250 million course and carved the message, "No More Tigers, No More Woods" in giant letters. They even took video of the whole thing for your viewing pleasure.

According to a statement from the group sent to the Washington Post they said, "In response to the president's recent decision to gut our existing protection policies, direct action was conceived and executed on the green of his California golf course in the form of a simple message: NO MORE TIGERS. NO MORE WOODS."

"Tearing up the golf course felt justified in many ways," they went on to say. "Repurposing what was once a beautiful stretch of land into a playground for the privileged is an environmental crime in its own right. We hope this sends a message to Trump and his corrupt administration that their actions will be met with action."

March 21, 2017 at 12:28PM

Cameras Everywhere, Safety Nowhere: Why Police Body Cameras Won't Make Us Safer

The post [Cameras Everywhere, Safety Nowhere: Why Police Body Cameras Won't Make Us Safer](#) appeared first on [IT'S GOING DOWN](#).

We know that police violence is a real problem in the US, and it makes sense that people are strategizing ways to protect themselves and their loved ones from being assaulted or murdered by the police. Many who are concerned about this issue have begun advocating for police to wear video cameras on their uniforms. The idea is that cameras will prevent police violence, or at least hold officers accountable after the fact. Groups like Campaign Zero (a reformist Black Lives Matter offshoot) and the American Civil Liberties Union are advocating this measure, and even police departments themselves, after initial resistance, have signed on. But the idea that more cameras translates to better accountability (however we define this) relies on a faulty premise.

Police get away with murder not because we don't see it, but because they're part of a larger system that tells them it's reasonable to kill people. From lawmakers, judges, and prosecutors to juries, citizens, and the media, every level of society uncritically supports and transmits the police point of view. In this atmosphere, police can murder with no fear of repercussions.

Advocates of police-worn body cameras, as well as advocates of bystanders filming the police, constantly claim that cameras act as equalizers between police and people, that they are tools for accountability. But there is very little evidence to support this. Many assume visibility will bring accountability—but what does accountability even look like when it comes to police violence? If charges are all that police reformers would [demand](#), where do they go when those charges end in verdicts of innocence or mistrial, as they almost inevitably do? Do they just go home and revel in the process of the justice system? Or are there other options situated outside official channels? The reality is that we don't have a visibility problem but a political problem. The only "accountability" we see seems to be in occasional monetary settlements (paid by taxpayers). These settlements don't hold officers accountable, or prevent future assaults and murders.

Though initially hesitant to adopt body cameras, police departments and officers quickly changed their tune as they realized that cameras benefit them far more than they benefit the general public under surveillance. We now have 4000 police departments in the US that employ body cameras, including the two largest, Chicago PD and NYPD, no strangers to inflicting violence on people and getting away with it. The largest marketer of officer-worn body cams, the leader in a \$1 billion per year industry, is Taser Inc. After creating their namesake product, which was used to kill at least 500 people between 2001 and 2012, Taser started adding cameras to their stun guns in 2006, and introduced the body-worn camera in 2008. Since this introduction, their stock value has risen ten times higher. This was in no small part helped by grants from Obama's Justice Department, which spent \$19.3 million to purchase 50,000 body cameras for law enforcement agencies. Taser has since introduced a cloud storage service marketed to police forces (yes, a privately owned evidence storage service), [proposed](#) manufacturing drones with stun guns (and of course, cameras) attached to them, and recently bought the company [Dextro](#), which has developed software to identify and index faces and specific objects.

"Visibility is a Trap" – Michel Foucault

The other night I was standing on a subway platform and looked up at the digital sign that announces when the next train is coming. But at that moment the sign was delivering a different message: "Surveillance cameras are no guarantee against criminal activity." It fascinated me that the very institution installing surveillance cameras would admit this, while so many people on the receiving end of that surveillance are blind to this idea as they advocate for police body cameras.

Far too many believe that people "behave" while others are watching. What rarely gets discussed is that there is no way to "behave" that will seem appropriate to everyone. If police believe, [as has been shown](#) that their actions are justified, and that their superiors, the legal system, and the population as a whole approve of their actions, no matter how deplorable a few of us find them, they will continue to "behave" the way they have since [their inception](#), despite (and potentially because of) the cameras watching.

Police don't fear legal or extralegal repercussions because they don't have to.

There are several reasons police that kill so rarely get charged with murder. First, laws and court decisions require an incredibly high burden of proof that an officer acted without "reasonableness." [Washington State](#) has the highest barriers to bringing charges against police. Because of the wording of laws concerning police use of deadly force, only one Washington cop was charged with killing someone during the years 2005

through 2014, despite police having killed 213 people. That one officer was found innocent, despite having shot a man in the back. Beyond legal mandates for proof, police are the ones who investigate officers that kill. A notoriously self-protective bunch, they even have a [nickname](#) for their code to stick up for each other at all costs. [Prosecutors](#) come next. They depend on the police on a day-to-day basis to be able to, well, prosecute. They have a heap of motivation to keep the police officers they work with happy. Below this we have judges and juries who, the great majority of the time, believe police officers over those who would speak against them. Finally we have the media, who more often than not parrot official police opinions without question, and the consumers of this media that make up the juries. Juries are also often comprised of [those who can afford to take time off work](#), while those killed by police are most often from lower economic classes, hardly “peers” to those serving on the juries.

So far as I can find, in the nine years that police body cameras have been in use, there is only one case of police facing charges after they murdered someone while wearing cameras. On March 16, 2014 in Albuquerque, New Mexico, James Boyd was camping in a city park when a citizen called police to report him. Eventually nineteen officers responded to the call, including two with dogs and a sniper. Boyd was known to have schizophrenia and was carrying two knives for protection. After a three-hour standoff, two of the officers, Keith Sandy and Dominique Perez, shot Boyd a total of six times. On October 11, 2016, the officers’ trial was declared a mistrial, as the jury was deadlocked with nine believing them to be innocent and three finding them guilty. Officer Sandy’s and Perez’ body cams did not prevent them from shooting Boyd, nor did the video they captured help hold them accountable for his death. The prosecutor claimed that video “cannot lie,” yet nine jurors saw the video of a man in mental distress, surrounded by nineteen cops, get shot six times and decided those cops acted reasonably. Video might not lie, but it isn’t necessarily neutral. It shows a point of view, and is subject to interpretation. As of this writing, Keith Sandy has retired, and [Dominique Perez](#) is set to get his job back. As so often happens in these cases, charges against the cops resulted not in any accountability for the officers, or even the department, but in a \$5 million settlement paid by the taxpayers of the city of Albuquerque to the family of James Boyd.

While the prevalence of videos documenting murders by police has certainly risen with the popularity of video-equipped cellphones, we have yet to see a rise in “accountability.” More cops aren’t being [charged with murder](#), more cops aren’t being convicted of murder, and numbers of murders by police [aren’t going down](#). Eric Garner’s murder at the hands of NYPD Officer Daniel Pantaleo was documented by a bystander, but this video didn’t save Garner’s life or lead to any accountability for Pantaleo (though he was later docked two vacation days for an illegal stop-and-frisk that occurred two years before he killed Garner).

“The Whole World Is Watching!” is a phrase countless crowds on the receiving end of police violence have chanted. Leaving aside the hyperbole, we have to ask ourselves: So what? Journalist and activist Don Rose claimed to have coined this phrase when he said, “...tell them the whole world is watching and they’ll never get away with it again.”

But history shows otherwise. Protesters being attacked by police most famously delivered the chant outside of the Democratic National Convention in Chicago in 1968. Despite Rose’s claim, Chicago’s mayor at the time claimed he received 135,000 letters of support. Not a single officer was punished for the violence. Even when almost the whole world is watching, as in famous cases like the Rodney King assault, that is still no guarantee the cops responsible will be punished (a jury acquitted the officers who assaulted King). From the 1999 WTO protests in Seattle to Occupy Wall Street, no matter how many times protesters beat this dead horse of a chant, police have continued to bring down blows on their heads, with no substantial repercussions and no end to the violence.

Advocates of police body cams often tout a study of the Rialto Police Department, which began using body cams (on some officers) in 2012. The study showed a large drop in complaints against the police force. Far too many media outlets and advocacy groups have touted this drop in complaints as a positive result, attributing it solely to the use of body cams. What few acknowledge is that [the study author, Tony Farrar, had a conflict of interest as Rialto’s chief of police](#). Farrar had been brought in to save a failing police department whose use of force was excessive enough to threaten their very disbanding—he had strong motivation to decrease his officers’ use of force, with or without body cameras. Another angle media ignored is that a drop in complaints doesn’t imply a drop in reasons to complain. Just like body cameras themselves, a drop in complaints will always benefit the police, but won’t necessarily benefit the rest of us. People may still have valid reasons to

complain, but fear of possible repercussions restrains them. This fear may be magnified as body cameras represent yet another form of surveillance. In this case, body cameras increase an atmosphere of intimidation, being far more likely to pacify the general population than it is to pacify the armed killers wearing them.

Whatever a body camera records, its perspective always supports the logic of the state and its foot soldiers. Far too many people assume that video footage is itself neutral. They think anyone who watches a video of police killing someone can only react with outrage, or at least a clear sense of injustice. But one has only to spend a few minutes reading comments on news articles with embedded videos of police killings to see that a substantial number of people react with thoughts such as “the cop was in danger,” “s/he shouldn’t have run from the police,” etc.¹ People’s existing thoughts and opinions, and not least their politics, color how they interpret video footage. We have no reason to believe that police oversight boards, prosecutors, judges, or juries will look at these videos and see the same thing that victims and critics of the police see. It is dangerously naïve to assume that accountability will follow a “reform” such as body cameras, when all the evidence says otherwise. The point of view of the police is nearly always privileged over those who would criticize them in the eyes of judges, juries, and the rest of the public. Because police body cams quite literally show the point of view of the police (an aspect that Taser specifically mentions in their marketing materials), these videos offer a perspective in which it is easy for viewers to place themselves in the officers’ shoes, and sympathize with the positions and actions taken by the cop wearing the camera.

Every camera attached to a cop is another machine to pacify us.

As a child of 1980s television, I learned from G. I. Joe that knowing is half the battle. But one thing far too many miss is that knowing is ONLY half the battle—the other half is action. We can depend on technologies to save us no more than we can depend on the court system, a court system that is part and parcel of the system of policing.

Anywhere you travel these days you can see signs that read, “if you see something, say something.” Many would-be police reformists (such as [The Cato Institute’s National Police Misconduct Reporting Project](#)) have extended this to: “if you see something, film something.” But this injunction relies on the idea that merely bearing witness is enough—that in documenting an atrocity you have fulfilled your moral obligation. It presumes that after you’ve filmed the incident, the wheels of the system will turn and eventually justice will prevail ... which we’ve seen is mere wishful thinking. What if, instead, we say “if you see something, DO something?” What if every time a police officer intends to harm someone, they have to fear that a bystander will not merely bear witness, but attempt to stop them BEFORE they can act—before they can traumatize or kill someone? What would it take to make this reality?

Those who advocate for police body cameras want to believe in accountability through official channels, and hope that visibility will protect us from the very real threat the increasingly militarized police present. Sadly, these tools haven’t worked, and are contributing to more broad forms of surveillance that affect all of us. We don’t need more thorough information about what the police are doing. We need to stop them from doing what they do. We’re not looking for transparency, or accountability. We’re looking for a world without police. We want to go beyond the demands for accountability, to build a world that not only doesn’t need police but is inhospitable to those who would police us.

Bureau of Land Management Auction Disrupted

The post [Bureau of Land Management Auction Disrupted](#) appeared first on [IT'S GOING DOWN](#).

The first timber sales designed under the new Revised Management Plan (RMP) were offered at auction today at the Bureau of Land Management (BLM) office in Springfield. Though these were not particularly egregious cuts, Cascadia Forest Defenders (CFD) did not let their passing go unmarked. CFD has been tracking the RMP though its development with members making public comments particularly against the destruction of the aquatic conservation strategy of the Northwest Forest Plan and the abandonment of efforts to survey and manage key species such as the red tree vole, a staple food of the Northern Spotted Owl.

Despite massive input against increasing logging in western Oregon during the planning phase, the BLM announced it would enact the RMP increasing logging by 37% on our public land last August. 20 environmental groups immediately filed protest but the BLM is moving forward anyway.

A handful of diligent activists held banners and conversations outside the BLM as employees filed into work and bidders from timber companies went into the auction. Todays demonstration was small and amicable, just enough to let Big Timber and BLM know that we are paying attention. Future sales that implement the more destructive methods outlined in the RMP will be met with resistance.

March 21, 2017 at 12:30PM
